

Thierry Mudry

IRLANDE:

la guerre de la liberté



éditions «Résistance et Intervention»
Bruxelles, 1991

numéro spécial hors série de VOULOIR, supplément au numéro 71/72, avril 1991
Bureau de dépôt: Bruxelles 19.

Le texte de cette brochure de Thierry Mudry devait paraître initialement aux éditions du «Partisan Européen» à Béziers. Après la disparition de la revue, l'auteur et son rédacteur-en-chef nous ont confié la maquette en nous demandant de bien vouloir la publier.
C'est chose faite.

IRLANDE: LA GUERRE DE LA LIBERTE

Thierry MUDRY

PROLOGUE

Pâques 1916 : une poignée de nationalistes irlandais décidés sous la direction du poète Padraig PEARSE et du leader syndicaliste James CONNOLLY s'emparèrent de Dublin et proclamèrent l'indépendance de l'Irlande. Ils résistèrent pendant plusieurs jours aux forces britanniques, très supérieures en nombre et en armement. La répression féroce dont les nationalistes furent victimes éveilla l'intérêt et la sympathie du peuple irlandais en faveur de leur cause. En décembre 1918, lors des élections au parlement de Westminster, les nationalistes remportèrent 73 des 105 sièges de la représentation irlandaise. Les députés nationalistes irlandais, refusant alors de siéger à Westminster, se rassemblèrent à Dublin en assemblée constituante et confirmèrent l'indépendance proclamée en 1916. Le gouvernement britannique refusa de reconnaître cette assemblée et envoya de nouvelles troupes en Irlande tandis que les volontaires de l'I.R.A. harcelaient les forces de police et l'armée britannique stationnées sur l'île. La guerre d'indépen-

dance anglo-irlandaise venait de commencer.

LE TRAITE DE WESTMINSTER

En décembre 1921, le Traité de Westminster mit fin au conflit. Ce traité, imposé aux délégués irlandais (Arthur GRIFFITH, fondateur de "Sinn Fein" - le parti nationaliste irlandais majoritaire - et Michaël COLLINS (1)) par le Premier Ministre britannique LLOYD GEORGE sous la menace d'une "guerre immédiate et terrible" (un cessez-le-feu avait été conclu plusieurs semaines plus tôt), consacra la division de l'Irlande en deux Etats : un Etat catholique et agricole au Sud qui constitua, comme le Canada, l'Afrique du Sud ou l'Australie, un "dominion" britannique, et un Etat protestant et industriel au Nord, intégré dans le Royaume-Uni.

L'ETAT DU NORD

L'Etat du Nord, délimité de façon arbitraire (il comprend 6 des 9 comtés



Les 7 signataires de la proclamation de la République irlandaise, Etat indépendant et souverain, Pâques 1916. De gauche à droite : James CONNOLLY, Thomas J. CLARKE, Joseph PLUNKETT, Eamon CEANT, Sean Mac DIARMADA, Thomas Mac DONAGH, Padraig PEARSE (iconographie DALC'HOMP SONJ)

de la province historique d'Ulster) rassemblait une minorité catholique, bientôt dépourvue de nombreux droits, et une majorité protestante (les 2/3 de la population), encadrée par une franc-maçonnerie, l'Ordre d'Orange, qui imposa sur le pays sa domination sans partage, non seulement par la simple application de la règle majoritaire mais en usant également, contre les catholiques (de sentiment nationaliste), de :

- la terreur : des pogromes anti-catholiques particulièrement sanglants eurent lieu au début des années 20 (ils se renouvelèrent en 1935);

- la répression policière : en 1922 une "Gendarmerie Spéciale d'Ulster" (les "B-Specials") fut créée, regroupant des protestants fanatiques, pour la plupart membres de l'Ordre d'Orange; la même année, une loi sur les pouvoirs spéciaux ("Special powers act") conférait à l'armée et à la police des pouvoirs exorbitants leur permettant de réduire au silence les opposants politiques à l'Etat du Nord (2);

- la pression économique : pour contraindre les catholiques à émigrer : la priorité au logement et à l'emploi était systématiquement accordée aux protestants;

en usant dans les élections locales, pour réduire le poids politique de la communauté catholique, du "Gerrymandering". - découpage électoral qui permettait de truquer les élections (le nouveau découpage électoral des années 20 permit aux protestants, même minoritaires en voix, de se retrouver majoritaires dans les conseils municipaux ; le cas le plus flagrant de ce trucage était la ville de Derry, "Londonderry"

pour les protestants) - de la franchise électorale, qui équivalait à un suffrage censitaire (pour voter aux élections locales, il fallait être "house-holder") et du vote plural (plusieurs voix étaient conférées aux sociétés commerciales, c'est-à-dire en fait aux patrons protestants)(3).

1968 : LA CAMPAGNE POUR LES DROITS CIVIQUES

En 1968, une campagne pour les droits civiques s'engagea en Irlande du Nord contre la discrimination dont étaient victimes les catholiques. Cette campagne provoqua la colère des protestants les plus fanatiques, déboucha rapidement sur l'état de guerre, l'intervention militaire britannique à laquelle s'opposa l'IRA, et sur la fin du pouvoir orangiste (le parlement d'Irlande du Nord, le "Stormont", fut dissous en 1972 et le pays placé sous le contrôle direct de Londres ; d'autre part, les "B-Specials" furent dissous, le suffrage universel instauré pour les élections locales et un nouveau découpage électoral, plus juste, opéré).

L'ETAT DU SUD

L'Etat du Sud, né de la guerre civile qui opposa en 1922/23 les républicains intransigeants aux partisans du Traité de Westminster (4), se révèle être, malgré quelques velléités d'indépendance réelle (notamment lorsque Eamon de VALERA - surnommé après sa mort, dans la presse anglo-américaine, le "De GAULLE irlandais" - présida aux destinées de l'Etat), un Etat néo-



*"Que le bien ni le mal ne
vous fassent oublier
Comme vains furent pleurs
et prières,
Vains les vœux jusqu'au
jour où l'on a vu briller
Les épées aux rains des
Volontaires."* Th. DAVIS

*Ci-contre, exécution en
1916, d'un Volontaire ir-
landais (Iconographie
Dalc'homp sonj)*

colonial étroitement soumis à la domination économique et culturelle d'abord britannique puis anglo-américaine. L'économie du pays, bien que très peu développée (les Irlandais sont toujours obligés d'émigrer massivement pour trouver un emploi et les conditions de la vie ouvrière et paysanne sont toujours déplorables), est entièrement sous le contrôle du capitalisme anglo-saxon : James CONNOLLY avait raison lorsqu'il affirmait qu'une indépendance formelle de l'Irlande n'empêcherait pas les Landlords et les capitalistes britanniques de continuer à dominer l'Irlande! (5) La langue gaélique, qui est l'un des fondements principaux de la nationalité irlandaise, est de moins en moins parlée et la région où on la parle (la "Gaeltacht") est précisément la région la plus arriérée de l'Irlande, la plus touchée par l'émigration.

L'Etat du Sud est loin d'incarner le rêve de Padraig PEARSE d'une "Irlande pas seulement libre mais gaélique, pas seulement gaélique mais libre"!

LA DIVISION DE L'IRLANDE : DIVISION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET RELIGIEUSE

Les nationalistes irlandais refusent bien sûr la division de l'Irlande. Même si certains d'entre eux comme Michaël COLLINS ont semblé jadis acquiescer à celle-ci, acquiescement non dépourvu d'arrière-pensées - COLLINS et ses compagnons comptaient consolider leur conquête, l'Etat autonome des 26 comtés (l'"Etat Libre"), avant d'achever la libération de l'Irlande toute entière. La division de l'Irlande en un Etat des 26 comtés et un Etat des 6 comtés, tous deux soumis, quoiqu'à des degrés divers, par leur faiblesse même ou leur statut, à la tutelle britannique, entraîne - les nationalistes l'ont bien compris - une division (économique) entre le Sud agricole et le Nord industrialisé, pourtant nécessairement complémentaires (Roger FALIGOT écrit : "En isolant le Nord industrialisé du Sud agricole, la Grande-Bretagne assure sa domination sur les deux économies (...)"(6) ; une division religieuse (dans le Nord)

entre le peuple catholique et le peuple protestant. Or ces divisions ne font qu'accroître la dépendance de l'Irlande (7).

Les nationalistes irlandais (dont les aspirations sont proches, à cet égard, de celles des jeunes nationalistes allemands) aspirent à une République des 32 comtés, laïque et fédérale (articulée en 4 provinces, les 4 provinces historiques de l'Irlande : l'ULSTER au nord, le CONNACHT à l'Ouest, le LEINSTER à l'Est et le MUNSTER au Sud), démocratique et socialiste. Conforme aux principes posés par Padraig PEARSE et James CONNOLLY, proclamés par le Gouvernement provisoire de 1916 et confirmés par l'assemblée constituante (la "première Dail") en 1919.

Plusieurs obstacles cependant empêchent la réalisation de ce dessein : la présence de l'armée britannique et l'hostilité de la communauté (protestante) loyaliste au Nord, le sectarisme protestant et le sectarisme catholique dont fait preuve parfois le mouvement républicain lui-même, l'Etat des 26 comtés au Sud.



Le siège de la Ligue gaélique (S.O. Buachalla)

Depuis 1969, le Nord vit en état de guerre, l'essentiel des forces na-

tionalistes y est concentré. C'est là que se jouent l'avenir de l'Irlande et le sort de la Révolution irlandaise...



IRLANDE DU NORD : ETAT DES LIEUX

Depuis 1969, la guerre embrase l'IRLANDE DU NORD et il ne passe guère de mois sans qu'un fait spectaculaire attire l'attention de l'opinion publique mondiale sur ce petit pays.

Mais de quelle guerre s'agit-il exactement ?

GUERRE DE RELIGIONS ?

On se plaît à présenter la guerre en Irlande du Nord comme une guerre de religions entre catholiques et protestants (8). C'est ce que semblent confirmer l'attitude de l'IRA et des nationalistes irlandais, qui se présentent comme les défenseurs de la communauté catholique, et l'attitude agressivement anti-papiste et sectaire des loyalistes dont le recrutement est exclusivement protestant. Les équivalences nationaliste=catholique et loyaliste=protestant sont donc posées et semblent satisfaire tout le monde. Pourtant, le protestantisme en Irlande n'est pas, par nature, opposé au nationalisme irlandais. Au contraire, les protestants (les presbytériens du Nord, d'origine écossaise, tout autant que les Anglo-Irlandais de religion épiscopaliennne - c'est-à-dire "anglicane") se sont longtemps portés à la pointe du combat pour une Irlande indépendante et gaélique tandis qu'à l'inverse l'Eglise catholique s'y est de tout temps opposée

LES CHEFS PROTESTANTS DU NATIONALISME IRLANDAIS

Parmi les grands noms du nationalisme irlandais, citons :

- les protestants Henry GRATTAN et Henry FLOOD, chefs du Parti Patriote des années 1770/80 dont l'action permit à l'Irlande de recouvrer (provisoirement) son indépendance législative en 1782 - à l'époque, l'Irlande était une "Nation protestante" dans la mesure où seuls les protestants (mais pas tous les protestants) disposaient des droits politiques;

- les protestants Wolfe TONE et Robert EMMET, leaders des "Irlandais Unis" ("United Irishmen") qui déclenchèrent les insurrections républicaines de 1798 et 1803 (la première d'entre elles reçut l'appui massif des protestants de Belfast et des comtés d'Antrim et de Down, dirigés par Henry Joy Mc CRACKEN et Henry MUNROE) et furent exécutés après l'échec de ces tentatives désespérées ; les protestants Lord Edward FITZGERALD et Thomas RUSSEL impliqués dans ces complots;

- Les protestants Thomas DAVIS, directeur du journal "The Nation", et William SMITH O'BRIEN, leader du mouvement "Jeune Irlande" ("Young Ireland") qui tenta en 1848 un coup de force contre les Britanniques;

- les protestants Isaac BUTT et Charles STEWART PARNELL, respectivement fondateur et animateur du "Parti Parlementaire Irlandais" dont l'action, conjuguée à l'agitation agraire dirigée contre les grands propriétaires anglo-irlandais, avait pour but d'arracher dans les années 1880 l'autonomie de l'Irlande (le "Home Rule") au gouvernement britannique;

- les protestants Douglas HYDE, fondateur de la "Ligue Gaélique" en 1893 (et qui sera plus tard président de la République d'Irlande), et William Butler YEATS, fondateur de la "Société Littéraire Nationale" en 1891 et du "Théâtre Littéraire Irlandais" en 1899, dont les maîtres à penser furent deux intellectuels gaélicisants Samuel FERGUSON et Standish O'GRADY, qui étaient deux protestants farouchement unionistes et orangistes (9) - HYDE et YEATS ont été à l'origine du réveil

culturel gaélique du tournant du siècle dans lequel le nationalisme irlandais allait trouver un second souffle;

- le capitaine WHITE et la comtesse MARKIEWICZ, tous deux protestants et dirigeants de l'"Armée des Citoyens d'Irlande" ("Irish Citizen Army"), milice ouvrière fondée en 1913 à l'initiative du leader syndical James CONNOLLY, qui allait jouer un rôle déterminant dans l'insurrection de Pâques 1916 - la comtesse MARKIEWICZ avait par ailleurs créé le "Fianna Eireann", groupe de jeunesse nationaliste, et le "Cumann na Mban", organisation féministe et nationaliste;

- les protestants Roger CASEMENT, qui apporta des armes d'Allemagne aux nationalistes et fut pendu par les Britanniques pour haute trahison, et Erskine CHILDERS, un des plus durs parmi les chefs nationalistes de la guerre d'indépendance anglo-irlandaise, qui, refusant le Traité de Westminster de décembre 1921, fut assassiné par les Pro-Traité.



ROME CONTRE L'IRLANDE

On voit que le nationalisme irlandais a compté nombre de chefs et d'inspireurs protestants. En revanche,

Rome s'est montrée, en règle générale, hostile à l'Irlande, l'Eglise catholique hostile au nationalisme irlandais (séparatiste et républicain) et le nationalisme catholique (celui d'O'CONNELL notamment) hostile à la culture gaélique tout autant que l'Eglise (10) - ce pseudo-nationalisme catholique, né au XVII^{ème} siècle comme légitimisme jacobite (les catholiques d'Irlande, pour beaucoup d'origine anglaise, affirmant leur fidélité à la dynastie des STUART déposée par les deux Révolutions anglaises, en 1648 et 1688, affrontèrent successivement les armées de Cromwell puis celles de Guillaume d'Orange), se transforma au XIX^{ème} siècle avec O'CONNELL en ultra-montanisme, fidélité totale à Rome (11) : la revendication d'autonomie irlandaise n'était qu'accessoire - si l'Angleterre avait été légitimiste ou catholique cette revendication n'aurait eu dans l'esprit de ses promoteurs aucune raison d'être!

Comme on le sait, l'Irlande ne fut pas christianisée par la force mais, cas presque unique en Europe, convertie en douceur au V^{ème} siècle par l'action évangélique d'un citoyen romain, Saint-Patrick. Paradoxalement, ce ralliement quasi-unanime des Irlandais au christianisme ne leur valut pas la faveur de Rome. Tout au contraire. Il faut dire que le catholicisme irlandais apparaissait largement imprégné d'une spiritualité celtique pré-chrétienne, qu'il relevait parfois de l'hérésie (cf. Jean SCOT ERIGENE) et qu'il affectait à l'égard de Rome la plus grande indépendance. Aussi Rome ne manqua-t-elle pas de manifester tout au long de l'Histoire son hostilité à la cause irlandaise. Le pape Alexandre III soutint officiellement l'invasion de l'Irlande par le roi d'Angleterre Henri II en 1171 : "dans une lettre aux évêques irlandais, il condamnait les coutumes religieuses locales et ordonnait d'aider Henri II à conquérir l'Irlande et à rétablir l'Eglise dans le giron romain" (12). Auparavant, le pape Adrien IV avait, par une Bulle, approuvé, avant même qu'elle se produise, la première invasion anglo-normande de 1169. Plus tard, le pape

Jean XXI excommunia tous les Irlandais qui, s'étant joints en 1319 à Edouard BRUCE, le frère du roi d'Ecosse, avaient pris les armes contre les Anglais. Même après la Réforme, Rome soutint les Anglais devenus protestants (anglicans) contre les Irlandais restés catholiques. Ainsi, la bataille de la BOYNE, fêtée encore de nos jours par les Orangistes en Irlande du Nord, fut le résultat, rappelait James CONNOLLY, d'une alliance formée par le pape Innocent XI avec le protestant Guillaume d'Orange (que le Parlement de Londres avait fait roi d'Angleterre) contre Louis XIV auquel s'était joint Jacques STUART d'Angleterre soutenu par les Irlandais : quand la nouvelle de la défaite des Irlandais à la BOYNE fut connue à Rome, celle-ci fut illuminée sur l'ordre du nouveau pape Alexandre VIII et des messes d'actions de grâce célébrées! (Ainsi chaque année, lors de leur défilé de commémoration du 12 juillet, les Orangistes célèbrent sans le savoir la victoire du papisme que pourtant ils affirment exécrer!). L'Eglise catholique irlandaise devait, par la suite, condamner le républicanisme (né en Ulster à la fin du XVIIIème siècle chez les presbytériens) et affirmer son opposition au séparatisme (James CONNOLLY soulignait que l'Acte d'Union de 1800 - qui mettait fin à l'indépendance législative de l'Irlande - fut approuvée par l'Eglise catholique tandis que pas moins de 32 loges orangistes le condamnèrent)(13). L'Eglise catholique comptait en effet utiliser les masses irlandaises émigrées en Grande-Bretagne pour recatholiciser celle-ci, la séparation de l'Irlande aurait porté un coup à ce projet.

LES PRESBYTERIENS D'ULSTER : DU REPUBLICANISME A L'UNIONISME

Lorsqu'à la fin du XVIIème siècle, après la bataille de la BOYNE, s'imposa dans la totalité de l'Irlande l'écrasante domination anglaise, les catholiques irlandais (d'ascendance autochtone, anglo-normande ou anglaise) furent privés de tous leurs droits politiques et d'une grande partie de leurs droits civils, ils furent massivement expo-

priés et soumis aux Lois Pénales. Mais les presbytériens et les dissidents d'Ulster, petits colons écossais installés dans le nord de l'Irlande au début du XVIIème siècle, de même souche gaélique que les Irlandais (14), ne furent guère mieux traités. Soumis à de nombreuses vexations, persécutions religieuses et interdictions professionnelles, ils émigrèrent massivement en Amérique du Nord où, en compagnie des puritains venus d'Angleterre, ils prirent part à la Révolution de 1776. Les presbytériens qui restèrent dans le nord de l'Irlande contribuèrent à l'industrialisation de cette région et rallièrent le républicanisme que prêchait l'un des leurs, Wolfe TONE. Les presbytériens constituaient alors l'élément le plus dynamique et le plus contestataire de la population irlandaise. L'establishment britannique, conscient du danger qu'ils représentaient pour l'ordre établi en Irlande et pour l'Empire, décida de les circonvenir : les vexations et les persécutions religieuses cessèrent, les interdictions professionnelles furent levées au début du XIXème siècle. Peu à peu, les presbytériens, après avoir été les partisans les plus résolus de l'indépendance irlandaise, devinrent les plus fervents unionistes et loyalistes. Mais l'adroite politique britannique ne fut pas la seule responsable, tant s'en faut, de ce spectaculaire retournement :

- le massacre de Scullabogue perpétré par les paysans révoltés du Wexford en 1798, fanatisés par les prêtres catholiques, suscita un sentiment d'horreur chez tous les protestants, anglicans, presbytériens et dissidents confondus, et détourna nombre de presbytériens des "Irlandais-Unis";

- l'action politique d'O'CONNELL, leader de l'"Association Catholique" dans les années 1820/30, qui visait à l'émancipation des masses catholiques, l'apparition avec O'CONNELL d'un nationalisme catholique (15) et l'afflux dans les villes d'Ulster d'un prolétariat catholique venu des campagnes du sud provoquèrent une crispation protestante et un repli des presbyté-

riens sur des positions sectaires (16).

D'autres facteurs intervinrent qui lièrent la bourgeoisie et la classe ouvrière protestantes (presbytériennes) d'Irlande du Nord à la Couronne britannique : alors qu'à la fin du XVIIIème siècle la bourgeoisie protestante avait dû arracher, sous la menace (avec l'aide du mouvement des "Volontaires"), le libre-échange (c'est-à-dire le droit de commercer librement avec l'Amérique du Nord et l'Europe) aux autorités britanniques et que le syndicalisme apparut à peu près à la même époque dans la classe ouvrière protestante de Belfast était à l'origine associé aux "Irlandais Unis" (avant de l'être plus tard à l'Ordre d'Orange), au XIXème siècle, après l'Acte d'Union, les industries du Nord, étroitement associées aux centres industriels de Glasgow, Liverpool et Manchester, dont elles constituaient en quelque sorte le prolongement géographique, trouvèrent finalement leurs débouchés sur le marché impérial (tandis que les industries naissantes du Sud liaient leur sort au marché intérieur irlandais), la classe ouvrière embryonnaire du Sud héritait des traditions de lutte de la paysannerie irlandaise et, rejetant le réformisme britannique, choisissait le syndicalisme révolutionnaire).

GUERRE DE RACES

(GAELS CONTRE ANGLO-SAXONS)?

Pas plus qu'elle n'est une guerre de religions, la guerre en Irlande du Nord n'est une guerre de races. L'idéologie et la propagande impérialistes britanniques du siècle dernier postulaient l'infériorité congénitale (raciale) de l'Irlandais catholique de race "celtique" face à l'Anglo-Saxon (protestant) de race "teutonique". Le magazine "Punch" décrivait alors avec complaisance l'Irlandais-type comme un demi-singe. Cette conception est encore très répandue en Grande-Bretagne, et en Irlande du Nord même, chez les loyalistes. Or, comme l'écrivait l'historien presbytérien, le Révérend James P. WOODBURN : "Il n'existe pas deux races en Irlande : la population toute entière consiste en un mélange de Celte et de Teuton et l'Irlandais d'Ulster a probablement autant de sang celtique dans les veines que l'Irlandais du Sud".(17) Cette observation est d'autant plus juste que de nombreux Irlandais catholiques sont d'origine scandinave (les Vikings ont fondé la plupart des villes d'Irlande et y ont fait souche), anglo-normande ou anglaise comme l'attestent souvent leurs noms tandis



"C'est une injustice intolérable d'admettre qu'une petite classe d'hommes, étrangers ou non au pays, s'arroge un monopole sur les terres ; lorsque ce monopole se poursuit, cela devient un vol pur et simple de ce que les pauvres ont péniblement gagné par leur labeur." Irish People (Organe de l'Association des Fenians, 30 juillet 1864)
Ci-dessus, éviction d'un paysan dans les années 1870 - Dalc'homp sonj

que l'immense majorité des protestants d'Ulster est d'origine écossaise-gaélique (18) : "Nous sommes une race hybride née des hommes qui colonisèrent l'Ecosse à partir de l'Irlande au Vème siècle et qui ensuite colonisèrent l'Irlande du Nord venant d'Ecosse au XVIIème siècle" précisait un communiqué de l'U.D.A., la principale organisation loyaliste, paru dans "The Sunday World", le 9 juin 1973 (19).

La dialectique des deux races, développée jadis par l'impérialisme britannique, a été maladroitement reprise à son compte par une fraction de "Sinn Fein" qui assimile le peuple irlandais (dont sont exclus les protestants d'Irlande du Nord) à une race autochtone soumise dont le sort est tout à fait comparable à celui des peuples de couleur ou des immigrés afro-asiatiques en Grande-Bretagne : les Irlandais seraient pour reprendre le titre d'un livre paru en France, des "nègres roux" ! Ce type de raisonnement, un peu sommaire, est bien sûr courant dans les rangs de l'extrême-gauche britannique (surtout trotskyste) qui pense avoir découvert dans la guerre qui ravage l'Irlande du Nord depuis 1969 "sa" guerre d'Algérie.

GUERRE IDEOLOGIQUE ?

Si cette guerre n'est pas une guerre de religions, ni une guerre de races, est-elle pour autant une guerre idéologique qui opposerait la gauche (républicaine) à la droite (loyaliste), les "marxistes" de l'I.R.A. ou de l'I.N.L.A. aux "fascistes" des groupes paramilitaires loyalistes protestants ? Pour répondre à cette question, examinons successivement les divers protagonistes du conflit.

SINN FEIN, MATRICE DES FORCES POLITIQUES DE L'"ETAT LIBRE"

Le mouvement séparatiste "Sinn Fein" fondé en 1905 par Arthur GRIFFITH devint, après la répression féroce du soulèvement de 1916 par les Britanniques, le parti majoritaire lors des élections de décembre 1918 puis, pendant la guerre d'indépendance anglo-irlandaise, le parti unique de l'Irlande

(quelques comtés d'Irlande du Nord exceptés). Tous les partis politiques nés en Irlande du Sud après 1921 sont issus, à l'exception du Parti Travailliste, de Sinn Fein et de sa branche militaire, l'IRA : le "Cumann na nGaedhael", parti pro-Traité (qui fusionna au début des années 30 avec les "Chemises Bleues" fascistes du général Eoin O'DUFFY au sein du "Fine Gael"); le "Fianna Fail" de Eamon de VALERA ; le nouveau Sinn Fein et le Parti Communiste, entre autres. L'IRA regroupa dès 1916 l'ensemble des forces décidées à arracher l'indépendance de l'Irlande aux Britanniques par la force : elle naquit, lors du soulèvement de Pâques, de la fusion des "Volontaires Irlandais" ("Irish Volunteers") et de l'"Armée des Citoyens d'Irlande" ("Irish Citizen Army") de James CONNOLLY. De l'IRA, qui dirigea la guerre d'indépendance contre les Britanniques, naquirent les forces armées de l'"Etat Libre". Ces forces, sous la direction de Michael COLLINS et de Richard MULCAHY, s'opposèrent dans une guerre fratricide aux éléments de l'IRA qui refusaient de reconnaître le Traité de 1921.



Michael COLLINS, le "Big Fellow" des Irlandais, l'homme qui réussit à mettre en échec le régime colonial anglais. Etre d'exception qui sut forcer l'estime d'un homme comme Winston Churchill, son obstination et sa fierté furent toutes entières données à son peuple jusqu'à la victoire.

Ci-dessus, Michael COLLINS, en uniforme de général de l'armée de l'Etat libre (Dalc'homp sonj).

IRA : AILE DROITE ET AILE GAUCHE

L'idéologie dont se réclame le Sinn Fein (depuis Pâques 1916) et l'IRA se fonde sur les écrits du poète gaélique Padraig PEARSE et du leader syndicaliste James CONNOLLY (qui diffusa le marxisme en Irlande à la fin du XIXème siècle). Cette idéologie, qui transparut dans la déclaration du Gouvernement Provisoire de 1916 et les résolutions de la Première Dail en 1919, est à la fois nationaliste (Sinn Fein et l'IRA veulent une Irlande unie, indépendante et gaélique) et républicaine, démocratique et socialiste. Mais, dans les faits, Sinn Fein et l'IRA furent toujours divisés entre une aile droite, catholique, anticomuniste et social-chrétienne (dont la philosophie sociale, affirme Roger FALIGOT, s'inspirait des encycliques papales "De rerum novarum" et "Quadragesimo anno") et une aile gauche marxiste - au sein de l'IRA, l'aile droite était militariste et l'aile gauche plus généralement politique. L'aile gauche de l'IRA (Sinn Fein, abandonné par l'IRA après la guerre civile, disparut provisoirement pendant plusieurs années), après avoir imposé en 1931 l'expérience de "Saor Eire" (un mouvement ouvrier et paysan républicain soutenu par l'IRA), scissionna en 1934 pour fonder, avec le Parti Communiste, le "Congrès Républicain" ("Republican Congress") tandis que l'aile droite, dont certains éléments furent tentés par une alliance militaire et idéologique avec l'Axe, s'engagea en 1939 dans une campagne militaire désastreuse contre les Britanniques. C'est la gauche qui l'emporta dans les années 60 lorsqu'après l'échec de la campagne des frontières de l'IRA (1956/62) un jeune Volontaire protestant, membre du Parti Communiste, Roy JOHNSTON, réussit à convaincre le chef d'Etat-Major de l'IRA, Cathal GOULDING, et le président de Sinn Fein, Tomas Mc GILLA, d'adopter le marxisme-léninisme. L'IRA abandonna alors la lutte armée (elle vendit ses armes en 1968 à la "Free Wales Army", l'"Armée pour un Pays de Galles Libre"), puis, l'IRA, lors de sa Convention de 1969, et Sinn Fein, lors de son Congrès de 1970, proposèrent l'abandon de la politique ré-

publicaine traditionnelle d'abstention électorale (et donc la reconnaissance des Parlements de Dublin, Belfast et Londres) et la constitution d'un "Front de Libération Nationale" avec les communistes. Ces propositions, ainsi que l'incapacité de l'IRA à protéger les ghettos catholiques du Nord contre les pogromes orangistes d'août 1969, provoquèrent une importante scission au sein du mouvement républicain et la naissance de l'IRA et de SINN FEIN "provisoires" en décembre 1969 et janvier 1970.

LA SCISSION DES PROVISOIRES ET LEUR EVOLUTION VERS LA GAUCHE

Les observateurs estimèrent alors que cette scission des Provisoires traduisait l'exaspération des milieux les plus droitiers de l'IRA, les plus traditionnellement nationalistes (les "nationalistes verts" ou "Tories verts" comme ils sont souvent surnommés), face à la dérive marxiste de l'organisation. Cette analyse n'était pas fautive (20) : les Provisoires furent à l'origine explicitement anticomunistes. En juin 1972, Sean Mc STIOFAIN, chef d'Etat-Major de l'IRA provisoire, renouvela avec véhémence dans "Republican News", le journal "provisoire" de Belfast, sa condamnation du communisme. Cependant, à l'époque, cette diatribe n'était plus seulement dirigée contre les "Officiels" mais également contre l'aile gauche "provisoire". Peu à peu, les Provisoires se marquèrent à gauche et finalement se situèrent plus à gauche que l'IRA officielle moribonde, qu'ils avaient pourtant quittés sur la droite : Mc STIOFAIN fut quelques temps plus tard débarqué de son poste, puis le très "gauchiste" Gerry ADAMS, ex-commandant de la Brigade de Belfast de l'IRA (provisoire) devint président de SINN FEIN.



DISSENSIONS CHEZ LES OFFICIELS

L'IRA officielle (marxiste-léniniste) connue elle-même, avant de disparaître (en 1976), des tensions entre son aile droite (que Roger FALIGOT qualifie de "stalinienne" ou... "réformiste!"), liée au Parti Communiste, et son aile gauche, favorable à la lutte armée, qui finalement, scissionna en décembre 1974, sous la direction de Seamus COSTELLO pour former le "Parti Socialiste Républicain Irlandais" ("Irish Republican Socialist Party" (21) dont la branche militaire vit le jour l'année suivante sous le sigle I.N.L.A. ("Irish National Liberation Army" : "Armée de Libération Nationale Irlandaise"). Les éléments fidèles à la direction officielle et les scissionnistes (appuyés par les Provisoires) se livrèrent pendant plusieurs mois dans les ghettos catholiques du Nord une guerre sans merci qui se termina par la défaite des Officiels et leur disparition du Nord.



A propos de la scission de l'IRA et de l'évolution du mouvement républicain, Roger FALIGOT écrit : "En 1970, beaucoup ont analysé la scission de l'IRA comme un éclatement entre la gauche et la droite, ce que la personnalité des dirigeants de chaque faction permettait de supposer. Rien n'est moins exact, et l'évolution ultérieure des deux mouvements a permis de voir que cette analyse simpliste trahit une profonde méconnaissance du mouvement républicain irlandais." "Les deux IRA, une fois séparées, ont dû connaître l'évolution que leurs responsabilités et leur vision politique de la lutte leur ont imposées, et très rapidement voir en leur sein se repro-

duire des polarisations entre ailes gauches et ailes droites, qui se sont opposées et renforcées dialectiquement à la fois en fonction des clivages internes à chaque IRA mais aussi en fonction des activités de l'IRA rivale"(22).

L'IRA, MARXISTE ?

La gauche marxiste-léniniste (représentée notamment par la Brigade de Belfast de l'IRA et l'INLA) semble donc l'avoir emporté et s'être assuré le contrôle du mouvement républicain irlandais. Le même phénomène qu'en Euzkadi avec E.T.A. semble s'être reproduit en Irlande. Néanmoins, les oppositions traditionnelles au sein du mouvement entre le Nord et le Sud (on n'a pas la même analyse de la situation ni les mêmes motivations, à Belfast et à Dublin), entre l'aile militaire (l'IRA) et l'aile politique (SINN FEIN), entre la gauche et la droite (qui ne se confond plus avec la vieille droite catholique) à la fois plus authentiquement nationaliste, moins dogmatique et plus ouverte au dialogue avec la communauté loyaliste, subsistent encore. Quand au fond même de l'idéologie de Sinn Fein et de l'IRA - que nous avons très sommairement décrit plus haut - il ne se laisse pas réduire à l'internationalisme prolétarien cher aux gauchistes qui ont aujourd'hui la maîtrise de ces organisations.

UNIONISME ET CONSERVATISME

Au XIXème siècle, unionisme, loyalisme et orangisme formaient un seul bloc protestant, associé au Parti Conservateur britannique (selon Roger FALIGOT, "les termes unionisme, loyalisme, orangisme, ne recouvrent pas la même réalité : l'unionisme, c'est la politique et l'idéologie centrale à la bourgeoisie protestante ; le loyalisme fait plutôt appel aux traditions des classes populaires de la communauté protestante. Dans la mesure où un bloc est formé jusqu'en 1972, les deux termes sont synonymes. L'orangisme, faisant appel aux traditions historiques communes à tous les protestants, est le ciment de ce bloc" (23). Le Parti Conservateur

servait de l'unionisme comme cheval de bataille dans sa lutte contre le Parti Libéral, allié au Parti Parlementaire Irlandais et partisan du "Home Rule". Chaque fois qu'une proposition de Home Rule était déposée devant la Chambre des Communes (cela se produisit en 1886, 1893 et 1912), les conservateurs excitaient les émeutiers orangistes à Belfast, encourageaient le sentiment anti-irlandais dans la classe ouvrière britannique et, finalement, la Chambre des Lords, majoritairement conservatrice, repoussait le projet. Plus tard, les unionistes reconnurent, par la voix de leur leader Edward CARSON, avoir été manipulés et grugés par les conservateurs britanniques aux yeux desquels ils n'étaient qu'un atout dans leur jeu politique : la "carte orangiste", pour reprendre l'expression de Lord Randolph CHURCHILL (24).

MYTHE ORANGISTE ET IDEOLOGIE IMPERIALE

Le mythe orangiste (opposé au mythe républicain) et l'idéologie impériale britannique soudaient le bloc protestant irlandais. Le mythe orangiste, c'est le mythe d'une Nation protestante d'Irlande, née de la victoire de la Boyne sur les catholiques irlandais, qu'accompagnent et qu'illustrent quelques slogans simples : "Home Rule = Rome-Rule", "No Surrender", "Remember 1690", etc... Remarquons que si l'orangisme est anti-catholique et l'a toujours été, il n'est anti-nationaliste et anti-irlandais que depuis le XIX^{ème} siècle et par identification - une identification un peu abusive - du nationalisme irlandais et de la culture gaélique au catholicisme romain : les choses n'ont pas toujours été ainsi et peut être évolueront-elles dans l'avenir (25). Quant à l'idéologie impériale - dont une large fraction de l'opinion se détourne désormais - elle prônait l'indissoluble unité de l'Empire britannique et l'indéfectible attachement des Irlandais protestants à la Couronne britannique.



LA REVOLTE DE L'ULSTER CONTRE LE "HOME RULE"

Lorsqu'en 1912, après la réforme constitutionnelle de la Chambre des Lords, le projet de Home Rule semblait devoir être adopté, les protestants d'Ulster se révoltèrent contre Westminster ("Covenant d'Ulster"). Ils se déclarèrent prêts à se battre contre les forces britanniques si le gouvernement donnait l'autonomie à l'Irlande (à l'Irlande catholique qu'ils haïssaient). Ils créèrent pour ce faire en janvier 1913 l'"Ulster Volunteer Force" (cette création fut accueillie avec enthousiasme par le nationaliste Padraig PEARSE qui écrivit à cette occasion un article louangeur : "Et le Nord a commencé..."). Des Irlandais prenaient les armes contre les Britanniques et cela réjouissait PEARSE qui donnait à cette révolte protestante une dimension révolutionnaire). En réaction, les nationalistes créèrent la même année, en novembre, les "Irish Volunteers" et, plus tard, les socialistes dublinois l'"Irish Citizen Army".



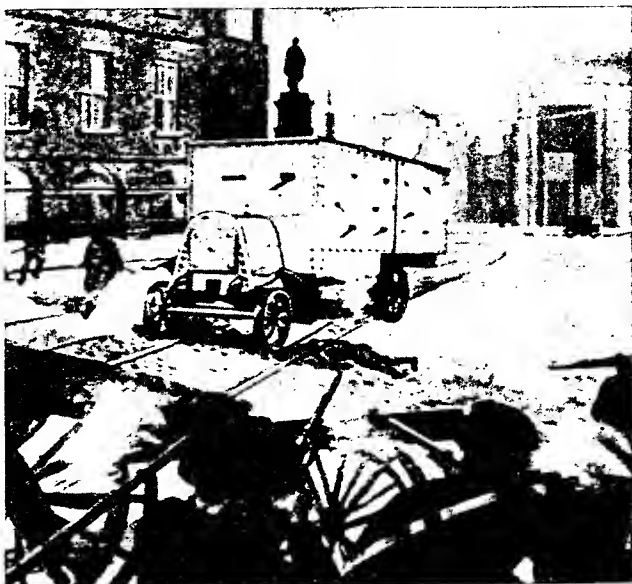
La Charpe Etoilée, symbole du socialisme républicain irlandais

Les protestants d'Ulster se déclarèrent également prêts à demander protection (et éventuellement l'annexion) à un autre Empire protestant : l'Allemagne. Des liens étroits se nouèrent entre les unionistes et l'Empire allemand (paradoxalement, il s'en créa également pendant la Grande Guerre entre les nationalistes irlandais et les Allemands comme le montrèrent l'exemple de Sir Roger CASEMENT et l'épisode du cargo "Aud"). Dès 1910, le "Conseil

Unioniste d'Ulster" affirmait : "Si nous sommes abandonnés par la Grande-Bretagne, nous préférerions plutôt être gouvernés par l'Allemagne". En 1911, James CRAIG déclarait : "L'Allemagne et l'Empereur allemand seraient préférables au gouvernement de John REDMOND" (26). En août 1913, Sir CARSON dîna à Hambourg avec le Kaiser et examina avec lui les possibilités d'une aide allemande à l'Ulster (27). En mai 1914, 25.000 fusils furent importés d'Allemagne par l'Ulster Volunteer Force.

LA PARTITION

Finalement, la crise fut désamorcée par la guerre. Les "Ulster Volunteers" et les "National Volunteers" (scission modérée et majoritaire des "Irish Volunteers"), partisans du Home Rule, s'engagèrent massivement dans l'armée britannique, pour montrer leur bonne volonté et leur loyauté. Les élections de décembre 1918 consacrèrent la défaite électorale de l'unionisme irlandais qui se replia sur sa forteresse, l'Ulster. Conséquence de la victoire de Sinn Féin dans le Sud et du repli unioniste dans le Nord : la partition. La partition fut acceptée comme un pis-aller par les unionistes qui auraient préféré une Irlande entièrement unie à la Grande-Bretagne (pour les unionistes du Sud, abandonnés par leurs amis du Nord, le choc fut rude!).



Pâques 1916 : les Volontaires de l'IRA affrontent les blindés britanniques.

L'Etat d'Irlande du Nord que mit en place l'"Acte de Gouvernement de l'Irlande" de décembre 1920, confirmé un an plus tard par le Traité de Westminster, était un Etat orangiste fondé sur la suprématie protestante et l'alliance entre la classe ouvrière loyaliste et la bourgeoisie unioniste. Les protestants contrôlaient le Parlement (le "Stormont"), les conseils municipaux (même dans les villes où ils étaient minoritaires) et la police, s'arrogeaient la priorité en matière d'éducation, d'emploi et de logement.

UNIONISTES DURS CONTRE UNIONISTES MODÉRÉS

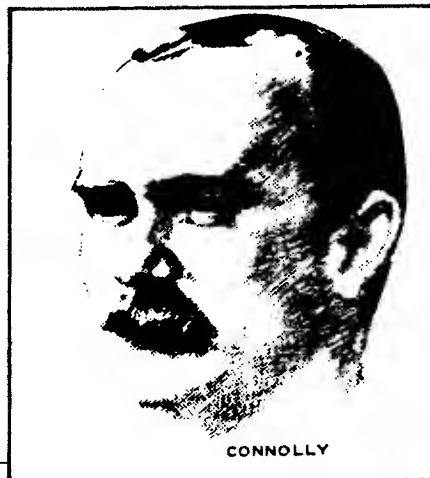
Mais les premières fissures apparurent dans le bloc protestant à partir de 1965 entre unionistes modérés (partisans du dialogue avec Dublin) et unionistes durs. Le Premier Ministre du Nord, Terence O'NEILL, rencontra cette année-là son homologue du Sud, Sean LEMASS. Mécontents de cette politique d'ouverture, des activistes protestants recréèrent en 1966 l'"Ulster Volunteer Force", qui déclara "la guerre à l'IRA" et procéda à des assassinats de catholiques. Interdite, l'U.V.F. fut remplacée par les "Ulster Protestant Volunteers" du pasteur Ian PAISLEY. Les marches de la NICRA ("Association d'Irlande du Nord pour les Droits Civiques") et de People's Democracy en 1968/69 se heurtèrent aux activistes protestants qui les désignaient comme des groupes communistes subversifs et des paravents de l'IRA. Les affrontements débouchèrent en août 1969 sur des pogromes anti-catholiques à la suite desquels les ghettos catholiques de Derry et de Belfast, ayant repoussé l'assaut des policiers R.U.C. (28) et B-Specials et des émeutiers loyalistes, se constituèrent en zones libérées administrées par des comités de défense (puis, plus tard, par l'IRA, qui ne fit son apparition dans les ghettos catholiques qu'en 1970 - encore s'agissait-il des dissidents de l'IRA, les Provisoires). L'armée britannique, venue s'interposer, s'employa sans succès à détruire l'IRA renaissante.

LOYALISTES ET POUVOIR BRITANNIQUE : LA RUPTURE (1972)

Le 24 mars 1972, à la suite de différends entre le Premier Ministre d'Irlande du Nord, Brian FAULKNER, et le Premier Ministre britannique, le conservateur Edward HEATH, ce dernier suspendit le Stormont et plaça les 6 comtés sous administration directe britannique. Un Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, véritable proconsul britannique, William WHITELOW, fut nommé. En juin, les loyalistes protestants, imitant les catholiques, se barricadèrent dans leurs ghettos en signe de protestation. Le mois suivant, l'armée britannique occupa de vive force les zones républicaines et loyalistes (opération "Motorman"). En septembre, des affrontements entre parachutistes britanniques et membres de l'organisation loyaliste UDA firent 2 morts chez ces derniers (l'UDA, "Ulster Défense Association", "Association de Défense de l'Ulster", fondée en 1971 afin de protéger les zones loyalistes contre les incursions de l'IRA, rassemble les groupes paramilitaires des ghettos ouvriers protestants - le premier de ces groupes, la "Shankill Defense Association", fut créée lors de l'été 1969 par John Mc KEAGUE ; Mc KEAGUE, arrêté par les Britanniques en 1973, entamera alors une grève de la faim qu'il mènera jusqu'à la mort). En octobre, l'"Ulster Citizen Army" (dont était proche le vice-président de l'UDA, Tommy HERRON, qui sera assassiné par les SAS en septembre 1973), qui se réclamait du marxisme et du loyalisme et s'inspirait visiblement de James CONNOLLY, déclara la guerre aux Britanniques. Désormais, la rupture était consommée entre les loyalistes et le pouvoir britannique. Certains, parmi les premiers, commençaient à envisager sérieusement la possibilité d'un Ulster indépendant.

LOYALISTES CONTRE UNIONISTES

L'unité du bloc protestant avait réussi à survivre à la querelle qui opposa les unionistes durs (sous le leadership de Brian FAULKNER qui devint Premier Ministre en mars 1971) aux unionistes modérés (à la tête desquels se trouvaient O'NEILL et son cousin



James CONNOLLY, chef militaire de l'insurrection de Pâques 1916, condamné à mort et fusillé par les Britanniques le 12 mai 1916, était convaincu de la nécessité pour le mouvement social de se préoccuper de l'émancipation de l'Irlande toujours asservie et pour le mouvement nationaliste d'être socialiste. Il voyait la guerre pour la liberté (nationale et sociale) en Irlande "déclencher une conflagration européenne" ne s'arrêtant "que lorsque le dernier trône et la dernière action capitaliste brûleront sur le bûcher funéraire du dernier seigneur de la guerre".

CHICHESTER-CLARKE, qui le remplaça comme Premier Ministre en août 1969). Mais les événements de l'année 1972 eurent raison de cette unité : désormais, loyalistes et unionistes allaient s'opposer avec acharnement. Ils n'avaient jamais eu la même assise sociale, ni la même base idéologique (l'unionisme, professé par la bourgeoisie protestante, était un conservatisme - un "toryisme" - tandis que le loyalisme de la classe ouvrière protestante - non exclusif de l'appartenance à un syndicat ou à un parti de gauche, travailliste ou communiste - était un anticatholicisme, un "antipapisme" virulent, doublé d'un ultra-nationalisme britannique très "working-class" et d'un populisme presbytérien) mais ils n'avaient plus désormais de perspectives politiques communes : les uns (les loyalistes) s'emploieront dans l'avenir à empêcher tout accord entre Londres et Dublin sur la question nord-irlandaise par des manifestations de masse ou des grèves générales (notamment en mai 1974, mai 1977 et mars 1986); les autres (les unionistes) apporteront un soutien (parfois critique) aux tentatives bri-

de mettre fin à la guerre ; d'autre part, certains éléments protestants, les "Ulster Freedom Fighters", "Combattants pour la liberté de l'Ulster" (soupçonnés par l'IRA et SINN FEIN d'être manipulés par les services spéciaux britanniques) multiplieront les crimes sectaires les plus atroces.

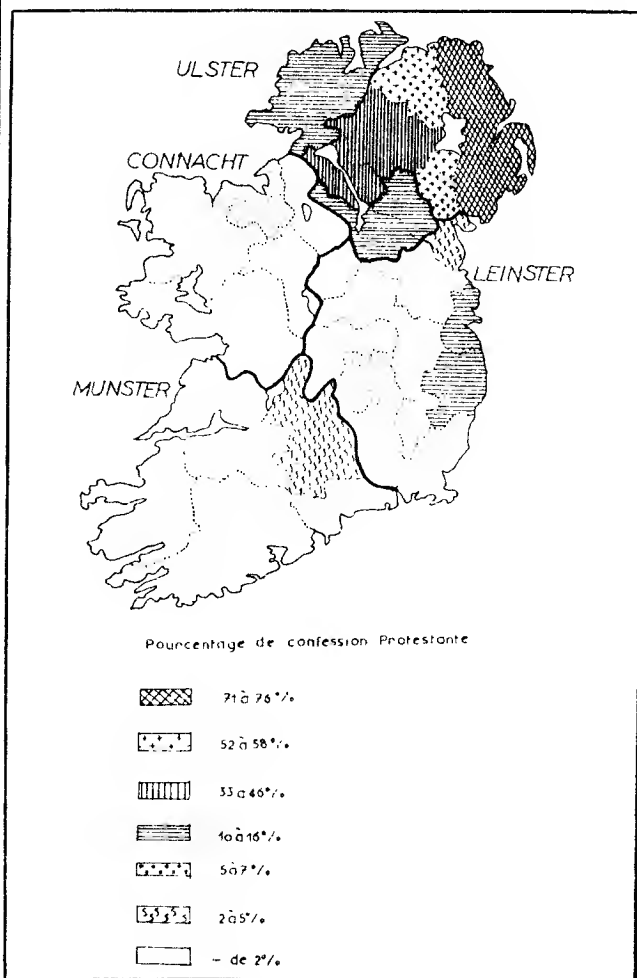
Roger FALIGOT explique l'opposition entre loyalistes et unionistes de la manière suivante : "les unionistes représentent la section de la bourgeoisie protestante la plus liée au capitalisme britannique, tandis que les loyalistes ont reçu le soutien de la section de la bourgeoisie protestante qui a toujours été plus autonome vis-à-vis du capital anglais et le soutien de la classe ouvrière protestante. Dès lors, l'Etat d'Ulster est divisé en 5 forces aux intérêts divergents : a) la bourgeoisie unioniste, homogène et favorable à l'intégration économique dans le Royaume-Uni ; b) la bourgeoisie loyaliste, hétérogène, qui prend ses distances face à l'impérialisme britannique ; c) la classe ouvrière protestante, qui tend de plus en plus à s'aligner sur les partisans de la bourgeoisie loyaliste ; d) la moyenne bourgeoisie catholique, antirépublicaine qui cherche à s'entendre avec la bourgeoisie unioniste ; e) la classe ouvrière catholique, dont la moyenne bourgeoisie autour du SDLP essayait d'arracher la direction à l'IRA"(29).

Le bloc loyaliste comprenait les organisations paramilitaires (regroupées dans l'"Ulster Army Council" puis dans l'"Ulster Loyalist Central Coordinating Committee") (30) et les organisations ouvrières protestantes (la "Loyalist Association of Workers" puis l'"Ulster Workers Council" (30) créé à l'occasion de la grève générale loyaliste de mai 1974 et dirigé par des Shop-Stewards, des délégués ouvriers de base qui échappaient au contrôle de la bureaucratie syndicale), des coalitions électorales (que soutenaient ces organisations et l'Ordre d'Orange) englobant les partis de CRAIG et de PAISLEY et des politiciens loyalistes indépendants comme TAYLOR. Les loyalistes aspiraient à un retour à la suprématie protestante, "un Parlement

protestant dans un Etat protestant", sans lien d'aucune sorte avec l'Etat catholique du Sud et sans ingérence de Londres dans les affaires intérieures de leur Etat.

NATIONALISTES ULSTERIENS CONTRE POLITICIENS LOYALISTES

Mais en 1974, lors de la grève générale de mai organisée par l'"Ulster Workers Council", les politiciens loyalistes furent écartés. Radicalisme social, nationalisme ulstérien et projet d'une "déclaration unilatérale d'indépendance" apparurent dans les discours des organisateurs de la grève : la bourgeoisie loyaliste fut pour la première fois débordée par sa base ouvrière et paramilitaire. Elle le fut une seconde fois en mars 1986 lorsque le mouvement de grève déclenché par les politiciens PAISLEY et MOLYNEUX pour protester contre le Traité de Hillsborough fut pris en main par la





Ci-dessus, à gauche, le Révérend Ian PAISLEY, dirigeant de l'Eglise Libre Presbytérienne d'Irlande du Nord, politicien radical unioniste. A droite, Brian FAULKNER, qui décréta l'internement administratif.

politiques, non spécifiquement loyalistes, qui soutiennent le loyalisme en Irlande du Nord sont : la "British and Irish Communist Organization", maoïste et le "National Front" (d'abord ultra nationaliste britannique, devenu aujourd'hui, avec une nouvelle direction politique, national-révolutionnaire et favorable à un Ulster indépendant au sein de la "famille britannique des Nations") (33). En 1972, les marxistes présents dans les organisations paramilitaires loyalistes à des postes de responsabilité entamèrent des discussions avec l'IRA officielle dont ils partageaient l'idéologie et les orientations politiques (tout à

jeune génération des groupes paramilitaires - qui n'hésite plus à affronter la RUC (pourtant majoritairement protestante) et à procéder à l'élimination physique des policiers nord-irlandais dans le cadre de la politique d'"ulstérisation" de la guerre mise en oeuvre par les Britanniques à partir de 1976, RUC et UDR (31) à recrutement nord-irlandais se substituent peu à peu à l'armée britannique dans ses tâches de maintien de l'ordre). Une radicalisation des ghettos protestants se dessine, que certains décrivent comme une fuite en avant, et le divorce semble aujourd'hui consommé entre les politiciens loyalistes, partisans du maintien des 6 comtés dans le Royaume-Uni et d'un hypothétique retour à la suprématie protestante, et les jeunes activistes des ghettos protestants qui professent un nationalisme ulstérien qui connaît, depuis le Traité de Hillsborough, un regain de faveur.

L'EVENTAIL IDEOLOGIQUE DU LOYALISME

Les loyalistes, présentés le plus souvent comme des extrémistes de droite ou des "fascistes", couvrent en fait un large éventail idéologique, depuis l'extrême-gauche jusqu'à l'extrême-droite, depuis les marxistes (32) jusqu'aux néo-nazis. Il est curieux de constater que les deux mouvements

font différentes de celles des Provisoires). Mais ces éléments (comme Duke ELLIOTT, commandant de l'UDA à Woodvale, un quartier de Belfast, ou Jim HANNA, de l'UVF) furent victimes de règlements de compte entre dirigeants loyalistes - règlements de compte auxquels les SAS, encore une fois, n'auraient pas été étrangers.

Comme on le voit, les choses ne sont pas si claires et les oppositions idéologiques entre républicains et loyalistes pas aussi tranchées qu'on pourrait le croire.

GUERRE NATIONALE ?

Une dernière question se pose : la guerre en Irlande du Nord est-elle une guerre nationale entre Irlandais et Britanniques, une guerre entre nationalismes opposés - le nationalisme irlandais étant représenté par la communauté catholique d'Irlande du Nord et le nationalisme britannique par la communauté protestante (qui constituerait ainsi la fraction la plus nationaliste du peuple britannique, un peu comme les Mazures de Prusse Occidentale ou les Alsaciens qui se voulaient, et se veulent encore, hyper-allemands ou hyper-français) ?



LES LOYALISTES ET L'INDEPENDANCE DE L'ULSTER

C'est bien sûr une guerre nationale, mais l'identification du catholicisme au nationalisme irlandais et du protestantisme à l'impérialisme britannique est récente, elle date de la naissance au XIX^{ème} siècle du nationalisme catholique et de l'unionisme protestant (34). Depuis plusieurs années est apparue dans les rangs loyalistes l'idée de l'indépendance de l'Ulster. Cette idée, défendue assez tôt (dès 72/73) par William CRAIG du mouvement "Vanguard" (soutenu par les organisations paramilitaires loyalistes) a été reprise ensuite par les leaders de la grève générale de mai 1974 contre l'accord de Sunningdale. "En novembre 1976, l'ULCCC (30), regroupant toutes les organisations loyalistes sauf l'UDA qui pourtant soutient son initiative, a proposé un plan d'indépendance de l'Ulster. Il propose un retrait militaire britannique; une subvention annuelle de 300 millions de livres, car un Etat autonome n'est pas viable économiquement; le nouvel Etat serait doté d'une armée de 5.000 hommes et 8.000 policiers. Les loyalistes accorderaient une Charte des droits civiques aux catholiques" (35). Les loyalistes, cherchant à assurer des appuis extérieurs à leur futur Etat, contactèrent alors des puissances étrangères : ainsi s'explique la visite de Glen BARR, l'un des leaders de la grève de 1974, au colonel KADHAFI. Mais si l'on en croit André GUILLAUME (36), cette idée, qui accompagnait l'apparition d'un nationalisme ulstérien, connut une certaine éclipse jusqu'en 1986, jusqu'à la grève générale loyaliste contre le Traité de Hillsborough. Elle est aujourd'hui défendue par l'UDA d'A. TYRIE et sa branche politique, le "New Ulster Political Research Group", le National Front, qui leur est proche, et un paisleyiste dissident, le pasteur William BEATTIE.

LE NATIONALISME ULSTERIEN

"Nationalisme ulstérien" ne signifie pas rupture totale avec la Grande-Bretagne : nous avons vu que le National Front envisageait l'indépendance de l'

Ulster dans le cadre de "la famille br annique des Nations" (qu comprend, outre l'Ulster, l'Angleterre et ses régions, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Ile de Man). Ce nationalisme ulstérien repose :

1 - Sur la prise en compte des particularités historiques et géographiques, voire ethniques, de l'Ulster vis-à-vis de l'Irlande et des liens séculaires entre l'Ulster et l'Ecosse;

2 - Sur le principe de l'auto-détermination des peuples et des minorités nationales - le peuple protestant d'Irlande du Nord constituerait une Nation (mais, par ailleurs, l'Ulster est envisagé comme la patrie commune des protestants et des catholiques qui y vivent et les loyalistes envisagent d'associer au pouvoir dans un Ulster indépendant les catholiques non républicains - ce qui les éloigne du sectarisme);

3 - Sur la reconnaissance de l'identité gaélique des protestants de l'Ulster. Il est intéressant de citer à cet égard la revue "Combat" de l'UVF : "Le jour approche rapidement, Dieu merci, quand l'Anglais va se faire dire de façon irrévocable que l'époque de sa domination est terminée. Les Ecossais et les Gallois demandent le droit à avoir des nations libres, et l'homme d'Ulster demande qu'on lui rende son parlement volé. Ils demandent tous le droit à déterminer leurs propres destinées et à administrer leurs propres affaires internes. La majorité des protestants d'Ulster identifient la culture irlandaise et gaélique au catholicisme romain. En réalité, les protestants d'Ulster ont le même droit à revendiquer la culture gaélique que la population catholique et romaine. Notre culture orangiste elle-même est un développement des traditions gaéliques." "Il n'y a aucune contradiction entre le fait d'être britannique et en même temps de vouloir jouir et préserver notre culture distincte. Notre pays d'origine, la loyale Ecosse, ne trouve aucune difficulté à jouir de sa culture nationale et en même temps à maintenir sa Loyauté, sa Foi et sa citoyenneté britannique" (1974, n°6).

LA GUERRE DU PEUPLE (NORD) IRLANDAIS CONTRE LE POUVOIR BRITANNIQUE

Quoiqu'il en soit, depuis 1972, la guerre n'est plus, en Irlande du Nord, malgré les odieux crimes sectaires qui continuent et dont les catholiques sont les premières victimes, une guerre entre catholiques et protestants ou, malgré l'hostilité affichée de part et d'autre (qui n'empêche pas les contacts), une guerre entre l'IRA et les organisations paramilitaires loyalistes. C'est une guerre entre l'IRA et les loyalistes d'un côté, l'armée britannique, les RUC et UDR de l'autre ; entre les ghettos ouvriers catholiques et protestants, où s'est substitué aux représentants du pouvoir britannique une forme de pouvoir populaire, et l'establishment britannique qui s'appuie à la fois sur les forces de répression et les partis politiques modérés représentatifs des classes moyennes ("Parti Unioniste officiel", SDLP), en jouant alternativement de la violence et du dialogue. Malgré la haine qui les a si longtemps séparés, IRA et loyalistes ont sans doute plus d'affinités entre eux qu'avec leurs coreligionnaires bourgeois et modérés.

Ce n'est plus une guerre civile entre ouvriers catholiques et ouvriers protestants qui se déchiraient à belles dents (les beaux quartiers ne se sont jamais abandonnés aux passions sectaires : ce genre de choses est tout juste

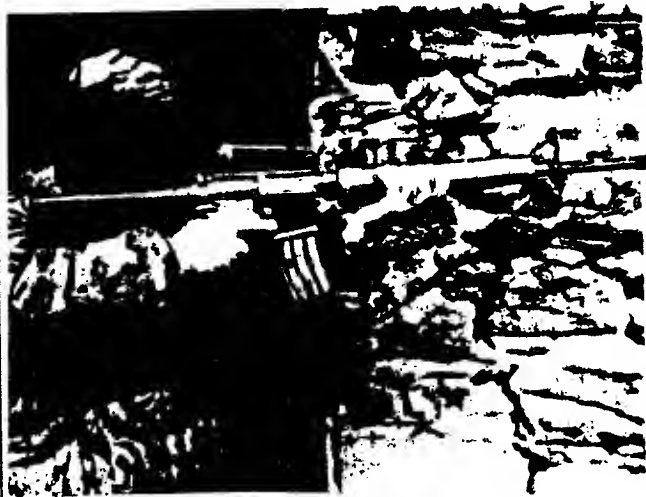


Les partis politiques sont des produits de la démocratie bourgeoise. Ils sont appelés à disparaître avec elle.

C.-contre, Farhi-Tratcher dans le rôle d'épaulée des peuples.

bon pour le peuple !)(37) et sur lesquels pesait le poids de l'Histoire, c'est-à-dire le poids de l'oppression nationale, religieuse et sociale que l'Histoire leur avait imposée. C'est peut-être déjà une guerre populaire de libération menée en ordre dispersé par les activistes des deux bords.

Cette libération est déjà entamée puisque dès 1969 dans les ghettos catholiques puis plus tard chez les protestants (qui ont alors imité les catholiques), on a vu s'imposer un véritable pouvoir populaire. Les ghettos ont refusé la présence de l'armée britannique et des policiers nord-irlandais - qu'affrontent régulièrement les jeunes des ghettos - et se sont même érigés un temps en communes libres. Les ghettos sont protégés militairement par des comités de défense d'abord puis par l'IRA chez les catholiques, par l'UDA chez les protestants. Ils sont organisés politiquement par SINN FEIN chez les uns, par le NEW ULSTER POLITICAL RESEARCH GROUP ou le NF chez les autres. Sinn Fein et l'IRA ou l'UDA (organisée en 1971 sur le modèle de l'IRA) y assurent la police et des fonctions de justice (et d'arbitrage) et y lèvent l'"impôt révolutionnaire". La culture populaire catholique, républicaine et gaélique, s'exprime dans les "Républican Clubs" ; la culture populaire protestante, orangiste et scot-irish dans les "Ulster Clubs". Une démocratie de base fonctionne qui repose sur les comités de rue et les comités de quartier (à l'instar d'Arthur MAHRAUN et de sa théorie de la "Nachbarshaft", qui a



"IL FAUT OPERER EN PARTISAN PARTOUT
OU IL Y A DES PARTISANS "

inspiré le mouvement vert en Allemagne, et de la "Jamahiriya" lybienne du colonel KADHAFI, les Provos comme le NF imaginent que ces comités constitueront un jour le fondement des gouvernements locaux qu'ils prétendent instaurer à la place de la démocratie représentative qu'ils rejettent). Une économie auto-gestionnaire s'organise dans le cadre de coopératives de consommation, de production et de services (ex. les taxis républicains de Belfast) tandis que les "Republican Clubs" et "Ulster Clubs" assurent également, avec d'autres institutions générées par les ghettos (comités d'entraide, comités de relogement) et concurremment à l'Etat les services sociaux.



"LE PEUPLE AVANT LES PROFITS"
(mot d'ordre républicain irlandais)

QUELLE SOLUTION POUR L'IRLANDE DU NORD ?

A l'évidence, le maintien du statut actuel de l'Irlande du Nord, confiée à l'administration directe de Londres et placée sous occupation militaire britannique n'est une solution qui ne satisfait ni le peuple britannique, partisan d'un retrait de ses troupes (l'occupation lui coûte cher, humainement et financièrement) ni les habitants des 6 comtés - à l'exception de ceux qui estiment que le départ des Britanniques conduirait l'Irlande du Nord tout droit à une guerre civile atroce. La politique d'"ulsterisation" de la guerre (un peu comparable à la "vietnamisation" de la guerre d'Indochine dans les années 70) entamée en 1976 permet certes un relatif désengagement des Britanniques qui substituent à leurs troupes des forces autochtones, la Royal Ulster Constabulary et l'Ulster Défense Régiment à recrutement essentiellement protestant. Mais l'"ulstérisation" a ses limites et elle ne désarme pas l'IRA pas plus qu'elle ne calme la colère grandissante des loyalistes dont certains éléments sont déjà entrés en rébellion ouverte.

LE RATTACHEMENT AUX 26 COMTES ?

Peut-on espérer une solution dans le genre de celles proposées par les nombreux accords anglo-irlandais qui ont vu le jour depuis l'accord de Sunningdale (1973) et dont le dernier en date est l'accord de Hillsborough (novembre 1985) ? C'est-à-dire une administration conjointe anglo-irlandaise des 6 comtés qui aurait le soutien des partis politiques modérés, ou tout au moins un droit de regard de Dublin sur l'administration des 6 comtés et, à terme, le rattachement des 6 comtés à l'Etat, catholique et néo-colonial, des 26 comtés. Une telle solution se heurterait à l'hostilité de l'IRA et à celle des loyalistes (qui ont déjà, par la grève générale de mai 1974, obligé le pouvoir britannique à renoncer à appliquer l'accord de Sunningdale et s'emploient à faire échouer aujourd'hui la politique définie à Hillsborough).

LE RETOUR A LA SUPREMATIE PROTESTANTE ?

Peut-on croire à un retour au statu quo ante, c'est-à-dire à un parlement protestant et à un gouvernement protestant d'Irlande du Nord, en bref, un retour à la suprématie protestante par simple dévolution et par application de la règle majoritaire ? Cette solution aurait certainement les faveurs des loyalistes mais se heurterait à l'opposition déterminée de tous les catholiques, modérés et républicains.

REPUBLICAINS ET LOYALISTES : INCONTOURNABLES

Il existe deux partenaires incontournables pour toute solution négociée en Irlande du Nord : les républicains (l'IRA et sa branche politique : SINN FEIN) et les loyalistes. Bien sûr, les Britanniques et leurs alliés modérés s'acharnent à les déconsidérer par tous les moyens et à les marginaliser : les républicains et les loyalistes ne représenteraient, à les en croire, qu'une faction extrémiste, fanatique du peuple d'Irlande du Nord, de plus en plus isolée et désespérée. Pourtant, les résultats électoraux de ces formations montrent à l'évidence qu'elles pèsent d'un poids considérable dans la vie politique du pays et bénéficient d'un soutien important de la part des communautés catholique et protestante (38). De plus, l'IRA a prouvé ses capacités militaires : ne tient-elle pas en échec depuis maintenant près de 20 ans l'armée britannique et les services spéciaux de sa Gracieuse Majesté qui sont parmi les meilleurs du monde ? Quant aux loyalistes, surclassés militairement par l'IRA, ils ont néanmoins montré leur formidable capacité de mobilisation et leur implantation massive en milieu ouvrier : leurs grèves générales ont, à plusieurs reprises, paralysé le pays.

UN ACCORD REPUBLICAINS-LOYALISTES ?

Républicains et loyalistes sont des "maximalistes", leurs objectifs sont révolutionnaires et apparemment opposés. Peut-on imaginer les concilier, mettre fin ainsi à la guerre en Irlande du

Nord (et bouleverser le régime en place au Sud), réaliser par la même occasion le "rêve irlandais" cher à tant de républicains au Sud comme au Nord tout en satisfaisant les loyalistes ? Certes, il existe certaines affinités entre républicains et loyalistes et à plusieurs reprises, une alliance tacite s'est opérée (pour obtenir - sans succès - le statut politique aux prisonniers, pour faire échouer l'accord de Sunningdale (39), etc...). Mais peut-il y avoir pour autant un accord républicains-loyalistes pour un nouvel Ulster et une nouvelle Irlande ? (Après tout, c'est la haine du catholique et de l'IRA qui assure le succès du loyalisme, le refus de la suprématie protestante et de son cortège d'injustices et d'exactions qui assure celui des républicains de l'IRA et de SINN FEIN). Un tel accord serait en tout cas la riposte la plus appropriée du peuple d'Irlande du Nord au dernier accord anglo-irlandais de Hillsborough...



DES CONVERGENCES DANS LE PASSE

Nous avons vu plus haut que de nombreux protestants s'étaient placés à la tête du nationalisme irlandais. En Ulster même, après la naissance de l'unionisme, d'autres protestants, des travailleurs orangistes, n'ont pas hésité à se joindre aux nationalistes - et finalement à adhérer au nationalisme (40). Preuve que certains points de vue ne sont pas inconciliables. En 1903, un "Ordre d'Orange indépendant" fut fondé par des ouvriers protestants qui contestaient la domination des possédants sur l'Ordre d'Orange. L'OOI s'allia

aux socialistes et aux nationalistes. Mais il disparut en 1910 quand la menace de Home Rule se précisa. Dans les années 1930, face à la crise, ouvriers des ghettos protestants et catholiques s'unirent. De nombreux habitants des ghettos ouvriers protestants (notamment Shankill) furent même gagnés en 1934 au "Republican Congress", scission de gauche de l'IRA. Il se constitua par la suite une compagnie protestante de l'IRA à Belfast qui, sous le commandement de John GRAHAM, participa à la campagne de l'IRA dans le Nord en 1942.

L'IRA OFFICIELLE ET LES LOYALISTES

Le dialogue entre républicains et loyalistes est possible : l'IRA officielle, avant de disparaître, s'y est essayée. Pour l'IRA officielle, l'unité du prolétariat catholique et protestant était une condition nécessaire à l'unité de l'Irlande et à la Révolution sociale. Cette unité était plus importante encore pour les Officiels que la question du départ des troupes britanniques (mise en avant par les Provisoires). Le président de SINN FEIN officiel, Tomas Mc GIOLLA, déclarait lors du Congrès de décembre 1973 : "Une tendance dangereuse s'est développée : celle qui consiste à faire une équation entre la question nationale et les troupes britanniques et la frontière, et à affirmer qu'une fois qu'elles auront disparu la question nationale sera résolue"(41). Les Officiels abandonnèrent la lutte armée en 1972 et voulurent transformer Sinn Fein en un Parti révolutionnaire régi par le centralisme démocratique. Ils voulaient continuer la campagne pour les droits civiques et la démocratisation de l'Etat du Nord. "Les Officiels - écrit Roger FALIGOT - justifient cette stratégie de démocratisation de l'Etat du Nord afin de gagner un support dans les ghettos protestants. D'ailleurs, Tomas Mc GIOLLA, président du Sinn Fein, analyse l'éclatement du bloc orangiste par le rejet de la bourgeoisie unioniste par les masses loyalistes et donc un glissement à gauche d'organisations telles que l'UDA. Il en veut pour preuve les débuts de discussions entre l'IRA officielle



"La première manifestation d'une nationalité opprimée, c'est la réaction. Si elle subit passivement son sort, elle se dément elle-même."

J. LA HENELAIS

et l'UDA, et les affrontements en septembre entre loyalistes et paras britanniques, au cours desquels deux loyalistes sont tués. Seamus COSTELLO, au contraire, affirme que l'éclatement du bloc protestant mène les loyalistes à évoluer à droite et vers une forme de fascisme"(42). Les Officiels condamnaient les actions militaires des Provisoires (qu'ils n'hésitaient pas à qualifier de fascistes) : à leur sens, ces actions auraient détourné la campagne des droits civiques vers la guerre civile et accentué la division de la classe ouvrière (43). John KEANE, du Bureau international du mouvement républicain officiel, déclarait à propos des Provos : "Nous dénonçons leur violence qui s'exerce contre les travailleurs protestants" (44). Les Officiels mettaient en avant les problèmes économiques et sociaux afin de faire sur ceux-ci l'unité du prolétariat ("Ainsi,

pour Belfast, leur priorité, c'est l'opposition à l'autoroute périphérique (ringroad) qui doit passer par les artères de Lower Falls et Shankill Road, respectivement catholique et protestante(...) Le "périphérique" doit être un thème qui rallie prolétaires catholiques et protestants hostiles à son projet de construction - élément d'un projet plus vaste de redéveloppement de Belfast par les Britanniques selon des plans "d'urbanisme contre-insurrectionnel". En utilisant des problèmes économiques et sociaux "communs à tous", les Officiels prétendent briser la barrière entre les deux communautés" (45). Un responsable des "Republican Clubs" officiels dans le Nord confiait en 1973 à Michel PERRAUDEAU : "Actuellement, un boulevard périphérique est en projet de construction à Belfast, qui supprimerait plusieurs quartiers populaires, aussi bien républicains que loyalistes. Des contacts sont pris avec les organisations protestantes pour faire quelque chose ; mais pour l'instant, ça ne va pas plus loin..."(46). Les Officiels entamèrent en 1972/73 des discussions avec l'UDA et l'UVF ("Des contacts ont eu lieu, à l'époque des zones libres, entre l'UDA, l'UVF et l'IRA - déclarait le responsable des "Republican Clubs" interrogé par Michel PERRAUDEAU - D'ailleurs certains de ces contacts figurent dans un livre récemment paru sur l'UVF. Le mouvement, qui était ouvertement sectaire, a énormément évolué, de même que certains de ses membres dont Gusty SPENCE")(47). Mais la liquidation physique de certains de leurs interlocuteurs mit fin à ces discussions. Ce qui n'empêcha pas les Officiels, si l'on en croit FALIGOT, de communiquer en 1975 à l'UVF les noms et les adresses des militants officiels dissidents de l'"Irish Republican Socialist Party" à abattre (48).

La stratégie des Officiels fut condamnée par les gauchistes de "People's Democracy", par une fraction même des Officiels que dirigeait Seamus COSTELLO (cette fraction constitua en 1974, l'IRSP), pour lesquels les loyalistes étaient des fascistes et pour lesquels l'unité éphémère du prolétariat catholique et protestant ne pouvait se faire

que sur une base réformiste laissant de côté le problème politique majeur de la partition de l'Irlande. Les Provisoires bien sûr, la condamnèrent également parce que, pour eux, l'objectif n° 1 était le retrait des troupes britanniques.

L'IRA provisoire est-elle pour autant opposée à toute discussion et à tout accord avec ses adversaires loyalistes ?

L'IRA PROVISOIRE ET LES LOYALISTES

A sa naissance, l'IRA provisoire rendit hommage à la sincérité et à l'anticapitalisme du Pasteur Ian PAISLEY (49). Dans son programme de 1971 intitulé "Eire Nua" ("Irlande Nouvelle"), elle proposait à la communauté loyaliste-protestante l'intégration au sein d'une République fédérale des 32 comtés et l'établissement d'un parlement provincial dans les 9 comtés de la province historique d'Ulster (un parlement serait également instauré dans chacune des 3 autres provinces de l'Irlande (50) "(...) en créant un parlement provincial pour les 9 comtés d'Ulster dans une Irlande nouvelle, le système de partition serait supprimé et le problè-

**A Nation that
enslaves another
can never itself
be free**



"Une Nation qui en domine une autre ne peut être libre elle-même". K. MARX

me de la frontière résolu. DAIL ULADH (51) représenterait catholiques et protestants, le vert et l'orange, la gauche et la droite. Ce serait un parlement d'Ulster pour le peuple d'Ulster. La population pro-unioniste d'Ulster aurait alors une majorité dans la province et un contrôle considérable dans les affaires d'Ulster. Le pouvoir serait la plus sûre garantie de leurs libertés civiles et religieuses dans la nouvelle Irlande." Dans ce cadre, les parlements provinciaux auraient pouvoir de décision en ce qui concerne les problèmes culturels et sociaux tandis qu'un parlement fédéral siégeant à ATHLONE s'occuperait de toutes les questions politiques d'ensemble, diplomatiques, militaires et constitutionnelles(...) Le problème central de l'Ulster est résolu théoriquement par les Provisoires en ce que cette province de 9 comtés (et non les 6 arrachés par la partition britannique et formant ce qu'on appelle à tort l'Ulster) permettrait un équilibre des populations entre catholiques, au taux de croissance démographique supérieur, et protestants qui, bien sûr, sont opposés à une unification avec l'Irlande du Sud archaïque et obscurantiste, où le divorce et la contraception - sans parler du droit à l'avortement - n'existent pas, où l'Eglise catholique, en dépit de changements constitutionnels récents, conserve l'hégémonie sur l'éducation et la vie sociale et culturelle" (52). Certains protestants répondirent favorablement à ces propositions. Ce fut le cas de ceux qui formèrent le "New Ulster Movement" (dirigé par le chirurgien John ROBB). Des loyalistes se prononcèrent verbalement pour une Irlande fédérale en 1974 (53). Mais aucun ralliement massif ne se dessina.

LES PROVISOIRES ET L'INDEPENDANCE DE L'ULSTER

Certains Provisoires analysèrent plus tard avec intérêt le nationalisme ulstérien et le projet d'indépendance de l'Ulster qui se faisaient jour dans les rangs loyalistes (notamment dans les organisations paramilitaires et ouvrières). Ce fut le cas en 1976 de l'"intellectuel de droite" Deasun FENNELL, qui

collaborait à l'hebdomadaire "An Phoblacht" des Provisoires paraissant à Dublin - le journal de la brigade de Belfast de l'IRA, "Republican News" critiqua sévèrement le point de vue de FENNELL (54) "Certains républicains - écrit FALIGOT - voient dans le "nationalisme d'Ulster" un pas en avant dans une réconciliation possible et l'unité contre les Britanniques. Ainsi, Jim SMITH, l'un des dirigeants UDA dans l'UWC (30), est présenté par "An Phoblacht", l'organe provisoire, comme un nouveau WOLFE TONE protestant" (55) (C'est l'UWC qui organisa la grève générale loyaliste de mai 1974). Pour eux, "(...) l'Ulster indépendant, même dans sa forme actuelle, est un premier pas vers la structure fédérale des Provos" (56). Mais la plupart des Provos ne partageaient pas cet enthousiasme et désignaient l'Etat qui naîtrait de la déclaration unilatérale d'indépendance envisagée par les loyalistes comme un Etat orangiste "fasciste".

UN ACCORD APRES LE DEPART DES BRITANNIQUES ?

Les Provisoires n'envisagent d'accord avec les loyalistes qu'une fois les Britanniques partis - ce qui apparaît illusoire (l'IRA et Sinn Féin seuls pourront-ils, minoritaires dans la minorité catholique, obliger le pro-consul et les troupes britanniques à déguerpir ?) (57) et dangereux (une fois les Britanniques partis, si aucun accord n'existe entre républicains et loyalistes qu'est-ce qui empêchera le bain de sang ?) Ils imaginent alors "un scénario en 4 phases" (58) :

- 1- Les Britanniques négocient leur retrait avec l'IRA ;
- 2- L'IRA négocie, après "une période limitée d'affrontements", avec les loyalistes ;
- 3- Une Convention irlandaise, réunissant toutes les formations politiques de l'île, est mise en place afin de décider d'une structure gouvernementale - dans ce cadre, les loyalistes acceptent "une solution de type fédéral ou confédéral" ;
- 4- Des élections générales ont lieu qui consacrent la victoire des républicains

qui sont alors "en mesure d'instaurer une République démocratique socialiste".

Nous n'insisterons pas sur le caractère utopique de ce scénario de politique-fiction dans lequel les chefs de l'IRA prennent leurs désirs pour des réalités.

LES CONDITIONS NECESSAIRES D'UN ACCORD

A notre sens, un accord serait possible avant même un hypothétique retrait britannique (cet accord pourrait d'ailleurs accélérer le retrait britannique). Mais il faut pour cela que chacun des partenaires fasse d'importantes concessions. Ces concessions pourraient être les suivantes :

- républicains et loyalistes rejettent solennellement tout sectarisme;
- les républicains reconnaissent que l'Irlande n'est pas une Nation catholique et garantissent que la République à laquelle ils aspirent sera un Etat laïque qui respectera la liberté religieuse et la liberté de conscience; ils garantissent également la libre expression politique et culturelle du loyalisme; ils reconnaissent que les protestants d'Ulster ne sont pas des étrangers mais des Ulstériens à part entière; ils prennent en compte le particularisme ulstérien et proposent un type particulier d'association entre l'Ulster et le reste de l'île;
- les loyalistes, de leur côté, reconnaissent l'identité gaélique des protestants d'Ulster, d'origine écossaise pour la plupart, autochtone pour certains; ils acceptent l'association de l'Ulster au reste de l'île et, à terme, son intégration dans la République irlandaise avec un statut particulier (un statut particulier pourrait être également concédé à la "Gaeltacht") (59) et acceptent l'égalité des droits entre catholiques et protestants en Ulster et dans toute l'Irlande.

LE REJET DU MYTHE JACOBITE

L'accord, voire l'alliance, entre républicains et loyalistes se trouverait grandement facilité par un réexamen critique de l'histoire, ou plutôt de l'historiographie irlandaise, et le rejet

par les nationalistes du mythe jacobite de l'Irlande-Nation catholique (un mythe qui plonge ses racines dans le XVII^{ème} siècle, prend forme et se développe au XIX^{ème} siècle dans le mouvement en faveur de l'émancipation catholique et du rappel de l'Union, avec O'CONNELL : ce mouvement apparaît comme la revanche des Jacobites, deux fois vaincus au XVII^{ème} siècle par les protestants (60)). L'unité des Gaels et des "Anciens Anglais" (premiers occupants anglais de l'île) au XVII^{ème} siècle, que l'on présente comme fondatrice de la Nation irlandaise, s'est faite sur une base catholique (refus du schisme anglican et de la Réforme écossaise), jacobite (Gaels et Anciens Anglais affirment leur appui au roi d'Angleterre contre le Parlement révolté puis contre Guillaume d'Orange l'usurpateur) et... anglaise (l'ensemble des catholiques irlandais - à l'exception des régions les plus reculées - adoptèrent la langue, les moeurs et la "Common Law" anglaises au lieu et place de la culture et du droit gaélique (61) : cette unité n'était donc pas authentiquement irlandaise et cette prétendue "Nation irlandaise" née au XVII^{ème} siècle, dépourvue de toute conscience nationale et de volonté d'affirmation nationale, n'était qu'une Angleterre catholique et légitimiste, très marginalement gaélique, en guerre civile contre l'Angleterre républicaine et puritaine de Cromwell puis contre l'Angleterre protestante et libérale ("Whig") de Guillaume d'Orange - cela, James CONNOLLY l'a très bien montré (62). D'ailleurs les lois Pénales qui s'abattirent par la suite sur les catholiques irlandais ne les concernaient pas en tant qu'Irlandais mais en tant que catholiques (la preuve en est que les catholiques d'Angleterre furent également frappés par les Lois Pénales dont ils ne seront libérés qu'en 1829, en même temps que leurs coreligionnaires irlandais (63)). Le nationalisme irlandais était totalement absent des préoccupations des Jacobites. Celui-ci apparut pour la première fois au XVIII^{ème} siècle sous une forme modérée au sein de l'Ascendancy anglo-irlandaise et anglicane (surnommée pourtant la "classe-garnison anglaise en Irlande"); sous une forme

radicale et républicaine chez les presbytériens écossais d'Ulster (64).

INTEGRER L'ORANGISME DANS LE NATIONALISME IRLANDAIS

En revanche, le mythe orangiste et les traditions révolutionnaires dont il est l'héritier (la Réforme, les révolutions démocratiques et libérales anglo-écossaises) doivent trouver place à côté du mythe républicain dans le nouveau nationalisme irlandais ; le protestantisme et ses vertus trouver place dans la nouvelle Irlande à côté d'un catholicisme authentiquement irlandais, imprégné de spiritualité celtique préchrétienne et fermement antipapiste.

"L'emprise de l'"Ordre d'Orange" sur les masses populaires protestantes - écrit Maurice GOLDRING - ne s'explique pas uniquement par une habileté tactique ou par les provocations organisées des grandes familles protestantes. Elle s'explique aussi par l'utilisation des grands thèmes révolutionnaires du XVII^{ème} siècle. La lutte contre le "papisme" n'est nullement abstraite, car ce thème est constamment régénéré par la situation religieuse dans la République d'Irlande. Il est difficile de croire au mythe de l'histoire, de l'héritage à l'état pur, qui se maintiendrait en vie par la seule force d'une logique interne. C'est uniquement dans la mesure où l'histoire reprend racine qu'elle peut acquérir une nouvelle vie : en Irlande, elle reprend racine. Les discours des députés unionistes à Westminster vibrent des grands thèmes libéraux de l'Angleterre bourgeoise, dont l'origine remonte à la révolution anglaise. Ces discours demandent un Etat véritablement laïque, assurant la liberté de conscience. Bien sûr, ces discours d'adressent au "Sud", car il est facile d'être libéral par procuration, plus difficile de combattre son propre sectarisme. Mais ceux qui s'efforcent de réunifier l'Irlande, de regrouper les communautés protestantes et catholiques, devront prendre en compte ces traditions du mouvement protestant irlandais. On ne voit pas pourquoi ils laisseraient des armes aussi redoutables aux mains de leurs adversaires"(65).



CONCLUSION

De nombreuses comparaisons ont été faites entre la guerre en Irlande du Nord et certaines autres crises ou guerres locales. Ces comparaisons n'incitent pas toutes à l'optimisme :

- on a comparé tout d'abord la campagne nord-irlandaise pour les droits civiques à celle qui avait agité peu auparavant les Etats-Unis en faveur des Noirs. Cela a conduit Michel PERRAUDEAU à désigner les Irlandais (catholiques) du Nord comme des "nègres roux" (66). Christian CASTERAN, dans "Guerre civile en Irlande", appelle lui aussi les catholiques nord-irlandais des "nègres" (67). "Plus d'un auteur a comparé la situation des catholiques du Nord à celle des Noirs américains - écrit André GUILLAUME -. Comparaison sans plus, qui ne rend compte que de l'infériorité sociale où est encore tenue cette communauté minoritaire par la communauté majoritaire. Mais la frontière nationale entre Nord et Sud s'élève à l'intérieur de la société ulstérienne, la démarcation géographique réelle en est inextricable, en tout cas fort éloignée de la frontière du territoire légal. Tant que les protestants refusent l'allégeance à la nation irlandaise, l'opposition entre les deux communautés est nationale. Au contraire, les Noirs américains n'ont jamais dans leur ensemble envisagé de sécession nationale, à l'exception apparente de quelques partisans du Rastafarianisme et du Black Power"(68).



"LA DEMOCRATIE NE PEUT FOULER AUX PIEDS LE PRINCIPE DES NATIONALITES SANS PORTER CONTRE ELLE-MEME UNE MAIN ASSASSINE, SANS SE DEPOUILLER DE TOUTE JUSTIFICATION THEORIQUE, SANS TRAHIR SON PRINCIPE MEME."

F. LASSALLE

Une autre comparaison vient aussitôt à l'esprit : désignés comme des "nègres roux", les catholiques nord-irlandais ne sont-ils pas les frères d'armes de ces autres catholiques, rétifs à l'assimilation dans le monde anglo-saxon, les Québécois, que l'un d'entre eux, engagé dans le "Front de Libération du Québec", appelait les "nègres blancs d'Amérique" (Pierre VALLIERES) ? Et, au-delà, n'existe-t'il pas une similitude entre tous ces "Européens obtus", et leurs cousins d'Amérique et d'Afrique du Sud, qui s'acharnent à vouloir rester ce qu'ils sont sur leur terre et qui refusent de se laisser assimiler, de se laisser engloutir dans le grand "Melting-pot" mondial, imité du modèle U.S. ?

- On a comparé ensuite, à l'extrême-gauche, l'Irlande du Nord à un nouveau Vietnam, champ d'expérimentation des diverses techniques répressives et contre-insurrectionnelles, où l'impérialisme britannique recourt à la "vietnamisation" (=ultstérisation) d'une guerre que réprouve son opinion publique (cf. Roger FALIGOT, dans "La résis-

tance irlandaise"). On a comparé aussi le combat de l'IRA à celui du FLN algérien (son adversaire, l'UDA étant assimilé à l'OAS et la communauté loyaliste à la communauté pied-noir). Cette dernière comparaison ne manque pas de pertinence mais elle a ses limites : l'Irlande du Nord en effet serait une Algérie où les "colons" sont majoritaires et où aucune différence raciale ne sépare les "colons" et les "colonisés". Pierre JOANNON écrit : "Dans une société divisée en communautés fortement indi-

vidualisées et d'autant plus antagonistes que la violence a creusé de part et d'autre un fossé de haine et de ressentiment, le recours au modèle d'explication algérien relève de la forfanterie. En cas de victoire du terrorisme, ce sont les scénarios chypriotes ou libanais qui auraient toutes les chances de se réaliser : une nouvelle partition plus dure que l'ancienne ou l'holocauste dans les ruines et le sang d'une communauté crucifiée"(69). A Chypre, qui était il y a 15 ans encore un Etat bi-national, un coup d'etat des partisans de l'ENOSIS (rattachement à la Grèce) en 1974, accompagné d'exactions contre la communauté turque de l'île, a provoqué l'intervention de l'armée turque qui s'est saisie de 40% du territoire de l'île et y a imposé une République chypriote turque. La même situation pourrait un jour se reproduire dans les 6 comtés ! Au Liban, les phalangistes évoquent un peu les loyalistes nord-irlandais : les phalangistes (appelés les "iso]ationnistes" dans le jargon de la gauche libanaise), tout en affirmant leur arabité, développent un nationalisme libanais (qui, dans leur esprit, ne concerne pas que les chrétiens) et refusent l'annexion à la Syrie ou à une hypothétique Nation arabe.

- L'Ulster indépendant, qu'envisage une

importante fraction des loyalistes, apparaît comme une solution à la rhodésienne et l'Etat artificiel qui en naîtrait supporterait la comparaison avec Israël, un autre Etat artificiel, militaire et policier, fondé sur la discrimination, d'autant plus que certains groupes loyalistes (notamment les "Ulster Freedom Fighters", les "Combattants pour la Liberté de l'Ulster", auteurs de nombreux crimes sectaires) n'ont pas manqué de se comparer aux Juifs menant, soi-disant pour assurer leur survie, des expéditions punitives contre les "terroristes palestiniens" (70).



Seul un front de lutte des peuples d'Europe et des peuples du Tiers-Monde pourra venir à bout des puissances armées et de la décadence américano-unioniste.

- Enfin, le problème que les 6 comtés pose aux nationalistes irlandais peut se comparer au problème de la Navarre pour les nationalistes basques. La comparaison entre la situation basque et irlandaise ne s'arrête pas là : comme le mouvement républicain irlandais, le mouvement de libération basque s'est scindé en 2 - notons l'analogie entre ETA politico-militaire et l'IRA officielle et entre leurs branches politiques, "Euskadiko Eskerra" ("Gauche Basque") et Sinn Féin Workers Party, entre ETA militaire et l'IRA Provisoire et leurs branches politiques "Herri Batasuna" ("Unité Populaire") et Sinn Féin.

Comme on le voit, les comparaisons ne manquent pas. Même si elles sont loin d'être toutes et toujours pertinentes, elles n'en montrent pas moins l'exemplarité du conflit nord-irlandais :

- celui-ci débute en 1968 par la lutte d'une minorité opprimée pour ses droits (comme les Noirs aux USA) dans le cadre d'un Etat qu'elle ne met pas tout d'abord en cause, puis débouche sur :
- la guerre d'un peuple colonisé contre l'occupation militaire étrangère, pour l'indépendance (comme en Algérie) et l'unité (comme au Vietnam) de sa Nation, pour le retour d'une province perdue (comme la Navarre, perdue pour les Basques);
- si les affrontements inter-communautaires nord-irlandais ne sont pas surmontés dans une synthèse nouvelle, la victoire de l'IRA ou des loyalistes pourrait déboucher sur une situation à la chypriote ou à la libanaise;
- enfin, un Ulster indépendant, solution à la rhodésienne ou à l'israélienne envisagée par certains loyalistes, ne serait pas viable à terme et ne pourrait être qu'une formule de transition avant l'intégration dans une République des 32 comtés.

Le nationalisme irlandais ne doit pas se focaliser uniquement sur le Nord et la lutte armée, sur la question de la partition et celle de l'occupation militaire britannique.

Il doit lutter également bien sûr pour l'unité des protestants et des

catholiques, des républicains et des loyalistes (nous avons vu comment plus haut), mais aussi pour l'instauration d'un socialisme démocratique dont James CONNOLLY a tracé les grandes lignes - ce qui



exige un engagement nationaliste dans les luttes sociales au Sud comme au Nord - et pour la défense de l'identité gaélique.

Celle-ci n'est plus seulement menacée par l'anglicisation, favorisée de tous temps par l'Eglise catholique (10) et par l'état de sujétion dans lequel se trouve l'Irlande (l'Irlande est une colonie économique de la Grande-Bretagne et les travailleurs irlandais, manuels ou intellectuels, sont une main d'œuvre bon marché pour le capital anglo-américain, en Irlande même ou à l'étranger) mais elle l'est aujourd'hui également par la mondialisation culturelle (imposée par les médias) et économique qui touche particulièrement l'Irlande du Sud livrée au tourisme de masse et à l'immigration extra-européenne.

Le nationalisme irlandais, tout en menant son combat traditionnel - jusqu'à son terme -, saura-t-il faire face à ces nouveaux défis ? Saura-t-il sortir de son isolement et, tout en continuant à dénoncer l'OTAN et l'Europe des marchands (la C.E.E.), prendre partie pour l'Europe des peuples et une confédération celtique qui, seules garantiront à l'Irlande un avenir irlandais ?

POBLAcht NA H-ÉIREANN. THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE IRISH REPUBLIC TO THE PEOPLE OF IRELAND.

IRISHMEN AND IRISHWOMEN: In the name of God and of the dead generations from which we receive our old tradition of nationhood, Ireland, through us, summons her children to her flag and strikes for her freedom.

Having organised and trained her manhood through her secret revolutionary organisations, the Irish Republic Brotherhood, and through her open military organisations, the Irish Volunteers and the Irish Citizen Army, having patiently perfected her discipline, having resolutely waited for the right moment to reveal itself, she now seizes that moment, and, supported by her exiled children in America and by gallant allies in Europe, but relying in the first on her own strength, she strikes in full confidence of victory.

We declare the right of the people of Ireland to the ownership of Ireland, and to the unfettered control of Irish destinies, to be sovereign and indefeasible. The long usurpation of that right by a foreign people and government has not extinguished the right, nor can it ever be extinguished except by the destruction of the Irish people. In every generation the Irish people have asserted their right to national freedom and sovereignty: at times during the past three hundred years they have asserted it in arms; standing on our territorial right and again asserting it in arms in the face of the world, we hereby proclaim the Irish Republic as a Sovereign Independent State, and we pledge our lives and the lives of our comrades-in-arms to the cause of its freedom, of its welfare, and of its exaltation among the nations.

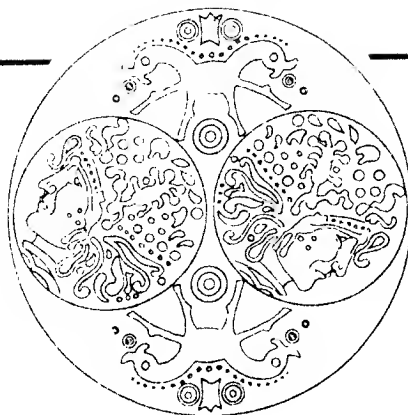
The Irish Republic is entitled to, and hereby claims, the allegiance of every Irishman and Irishwoman. The Republic guarantees religious and civil liberty, equal rights and equal opportunities to all its citizens, and declares its resolve to pursue the happiness and prosperity of the whole nation and of all its parts, cherishing all the children of the nation equally, and oblivious of the differences carefully fostered by an alien government, which have divided a minority from the majority in the past.

Until our arms have brought the opportune moment for the establishment of a permanent National Government, representative of the whole people of Ireland as elected by the suffrages of all free men and women, the Provisional Government, hereby constituted, will administer the civil and military affairs of the Republic in trust for the people.

We place the cause of the Irish Republic under the protection of the Most High God. Whose blessing we invoke upon our arms, and we pray that no one who serves that cause will dishonour it by cowardice, inhumanity, or rapine. In this supreme hour the Irish nation must, by its valour and discipline and by the readiness of its children to sacrifice themselves for the common good, prove itself worthy of the august destiny to which it is called.

Signed on Behalf of the Provisional Government:

John Dillane
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh
Seamus MacDonogh



NOTES

(1) Sur Michael COLLINS, chef de l'IRA pendant la guerre d'indépendance et chef de l'armée de l'Etat Libre pendant la guerre civile de 1922/23, lire l'excellent livre de Pierre JOANNON : "Michael COLLINS. La naissance de l'IRA", La Table Ronde, Paris 1978.

(2) Ces pouvoirs permettaient à l'armée et à la police :

- 1°- d'arrêter sans mandat.
- 2°- d'emprisonner sans inculpation ni procès et de refuser le recours à l'habeas corpus ou à une cour de justice.
- 3°- De pénétrer et de fouiller dans les maisons sans mandat et avec effraction à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit.
- 4°- De déclarer le couvre-feu et d'interdire les meetings, les rassemblements (fêtes et marchés compris) et les processions.
- 5°- De permettre la flagellation comme châtiment, de refuser qu'on soit jugé par un jury (...)
- 7°- D'arrêter les personnes qu'on désire citer comme témoin, les retenir par la force et les contraindre à répondre aux questions sous peine d'amende, même si les réponses permettent de les incriminer.
- 8°- De commettre tout acte même s'il a une incidence sur les droits de propriété privée.
- 9°- D'empêcher la visite des parents ou des conseillers juridiques à une personne emprisonnée sans jugement.
- 10°- D'empêcher une enquête après la mort d'un prisonnier.
- 11°- D'arrêter une personne qui de "bouche à oreille" répand de fausses nouvelles ou fait de fausses déclarations.
- 12°- D'interdire la diffusion de tout journal.
- 13°- D'interdire la possession de tout film ou disque.
- 14°- D'empêcher l'érection d'un monument ou d'un mémorial.
- 15°- De pénétrer dans une banque, d'y contrôler les comptes en banque, les ordres de transfert de fonds, les titres de propriété, les pièces comptables ou les documents adressés à l'autorité civile.
- 16°- D'arrêter toute personne qui agit de façon calculée à porter préjudice à la préservation de la paix ou au maintien de l'ordre en Irlande du Nord" (Cf. Roger FALIGOT : "La résistance irlandaise", Petite collection Maspéro, Paris 1977, pp. 66/67 ; cf. également Michel PERRAU-DEAU "Irlande, le pays des nègres-roux", éditions Le Cercle d'Or, Les Sables d'Olonne 1974 pp. 41/42)

(3) "Pour pouvoir voter aux élections municipales et locales qui ont lieu tous les 3 ans, il faut être propriétaire de son logement, ou payer un loyer ou des impôts financiers ou immobiliers. D'où l'importance de la question de l'attribution des logements. Les personnes âgées de plus de 21 ans, vivant avec leurs parents ou dans des hôtels meublés ou pensions de famille, n'ont pas le droit de vote, ce qui défavorise, bien sûr, les catholiques : ils possèdent moins de biens immobiliers que les protestants, leurs familles sont plus nombreuses et le taux de chômage est plus élevé chez eux que chez les protestants. A cela, il faut ajouter le "company vote" ou "vote des sociétés". Les sociétés commerciales disposent d'un certain nombre de voix, selon leur importance économique et leur chiffre d'affaires (1193 voix à Derry, 11500 pour l'ensemble des 6 comtés). Naturellement peu de catholiques sont propriétaires!

"Selon les statistiques officielles, 933724 personnes sont inscrites sur les listes électorales pour les élections au parlement de Westminster. Or 694483 personnes seulement sont inscrites sur les registres électoraux pour les élections municipales. Ainsi 239.241 citoyens de l'Irlande du Nord sont privés du droit de vote. Sur les 8.800 adultes de Derry qui sont privés du droit de vote, 7.000 sont catholiques" (Christian CASTERAN "Guerre civile en Irlande", Mercure de France, Paris 1970, pp. 118/119).

(4) Contrairement à ce que l'on pourrait croire ils ne s'opposèrent pas sur la question de la partition (ils y étaient tous opposés en théorie mais s'y résignaient dans les faits, pour une période transitoire) mais sur la question de la forme, républicaine ou non, de l'Etat (censé être provisoire) des 26 comtés et de la nature des liens qui devaient lier cet Etat à la Couronne britannique.

Lire à ce sujet : André GUILLAUME "L'Irlande, une ou deux nations?" P.U.F. (collection Politique d'aujourd'hui), Paris 1987.

(5) "Si demain, vous chassez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts s'avèreront vains si vous n'édifiez pas la république socialiste. L'Angleterre continuera de vous dominer. Elle vous dominera par l'intermédiaire de ses capitalistes, de ses propriétaires terriens, de ses financiers, de toutes les institutions commerciales et individuelles qu'elle a implantées dans ce pays et arrosées des larmes de nos mères et du sang de nos martyrs. (...) Envisager

le nationalisme sans le socialisme - sans réorganisation de la société sur la base d'une forme plus vaste et plus développée de la propriété commune, semblable à celle qui supporte l'organisation sociale de l'ancienne ERIN - ne relève que d'une mentalité de capitulation nationaliste" ("Selected Writings", James CONNOLLY, Penguin Books, New-York...1981, p.124)

(6) Roger FALIGOT, op.cit. p.64

(7) Mais l'Irlande n'est pas seulement divisée en deux, entre le Nord et le Sud, entre catholiques et protestants, elle est divisée en 3! "Huit siècles de présence anglaise provoquèrent la division en trois de l'Irlande - écrit Daniel L. SEILER - Une partie de l'île, marquée par la colonisation jusqu'à créer une communauté originale, les Scotch-Irish presbytériens, se trouve économiquement incluse dans le Centre: c'est la région de Belfast, prolongement de l'axe Londres-Liverpool. Une deuxième, correspondant au centre politique, a vu se développer une bourgeoisie locale opposée aux aristocrates anglais : c'est Dublin et la province de Leinster, foyer du néo-centralisme irlandais. Enfin, il y a l'ouest, la périphérie de la périphérie, dénuée de métropole régionale et bastion de toutes les résistances et de toutes les révoltes. Cette géographie politique dessine toujours le profil de l'île." En 1922, "une guerre civile brève mais intense s'en suivit, opposant l'Est à l'Ouest ; c'est-à-dire néo-centralisme contre périphérie. Ainsi se fonda dans le sang le système des deux grands partis irlandais." (Daniel L. SEILER, "Les partis autonomistes", P.U.F. Que-Sais-Je?, Paris 1982, pp.60/61) Lors de la guerre civile, les républicains intransigeants de l'IRA s'appuyèrent :

- sur l'ouest et le sud-ouest ("la République de Munster") des paysans pauvres - là où la guerre de libération avait été la plus âpre - ;
- sur les 3 comtés ulstériens de l'Etat libre - où l'irréductibilisme irlandais était très fort - ;
- sur le Dublin ouvrier ;
- sur le peuple ouvrier et paysan, les intellectuels nationalistes et le bas-clergé de l'ouest ;
- sur l'Irlande paélique.

Tandis que les partisans du Traité et de l'Etat Libre s'appuyèrent :

- sur l'est et le centre des ranchers (paysans aisés) et sur les beaux quartiers de Dublin où dominait l'unionisme (les élus dublinois de Trinity Collège étaient unionistes) ;
- sur les classes moyennes rurales (paysans aisés) et urbaines (commerçants et professions libérales) anglicisées ; sur les industriels, les

"Il est une classe de révolutionnaires appelés Girondins dont la destinée mérite de retenir l'attention. Des hommes qui se révoltent et qui poussent les classes inférieures à se révolter, devraient agir autrement qu'à coups de formules. Des hommes qui ne voient dans la misère de millions de travailleurs assaillis qu'une matière brute qu'on peut façonner, et dont on peut trafiquer pour satisfaire à d'autres théories, de pauvres égoïsmes qu'on tient sous le boisseau ; des hommes pour qui les millions d'êtres vivants et leurs poitrines au cœur battant, au cœur battant d'espérance et de souffrance, forment des "masses", des masses qu'on se contente de faire exploser, des masses pour abattre les Bastilles, des masses qui voient pour "mode" aux élections, oui, des hommes-là sont de la pire espèce." Thomas CRÉVELLE

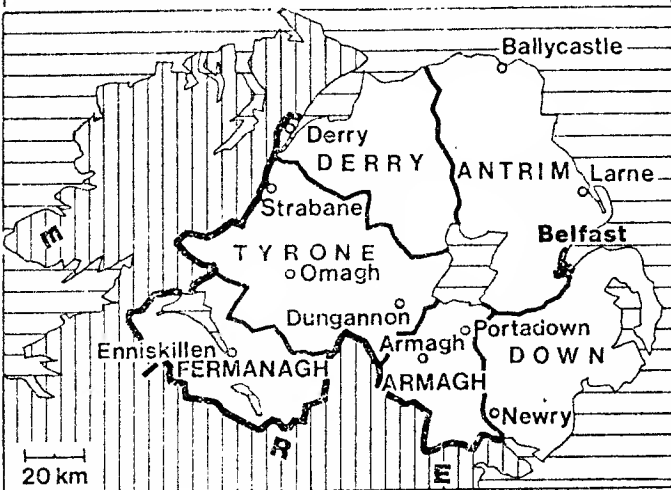
grands propriétaires anglo-irlandais de confession anglicane et sur la hiérarchie catholique; - sur l'Irlande anglicisée (dont le Pale, la région autour de Dublin, est le cœur).

La victoire des partisans du Traité détermina le caractère de classe et le caractère néo-colonial du nouvel Etat, ouvert aux influences culturelles anglo-saxonnes et au capital britannique; l'Ouest pauvre, gaélique et rebelle (l'Irlande irlandaise) étant définitivement laissé pour compte.

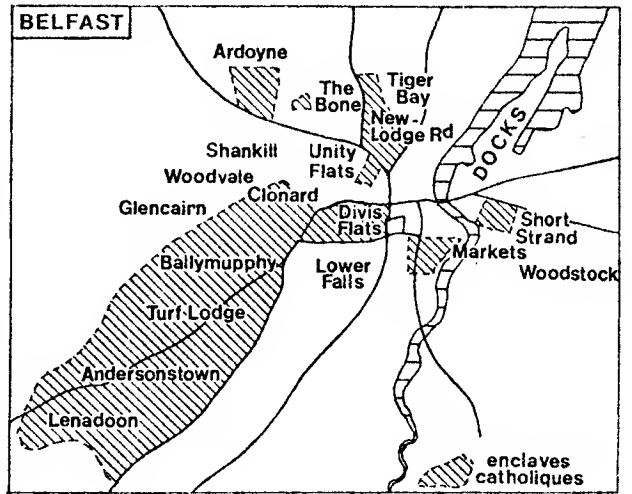
(8) C'est ainsi que les médias s'ingénient à masquer les véritables enjeux des guerres populaires de cette fin de siècle et à les faire passer pour des guerres "d'un autre âge" : les Palestiniens seraient des "musulmans en guerre contre les Juifs" ; la guerre civile libanaise, après avoir opposé les "chrétiens" aux "musulmans", opposerait aujourd'hui les "chiites" aux autres religions!!!

(9) Cf. Pierre JOANNON "Le rêve irlandais", Artus, 1988, pp.69 à 74 (le livre de Pierre JOANNON décrit par ailleurs les figures les plus importantes du nationalisme irlandais, ci-dessus évoquées).

(10) "Les envoyés de l'Eglise catholique, dans leurs efforts pour réduire l'Eglise irlandaise à la loi romaine, insistaient sur l'abandon du gaélique et demandaient qu'on refusât les confessions qui n'étaient pas faites en anglais ou en latin" (Maurice GOLDRING "Le drame de l'Irlande", Bordas (collection Connaissance, série information), Paris 1972, p.110). L'Eglise catholique "était fort prudente à l'égard du gaélique, expression d'un particularisme national qui empêchait la pénétration du catholicisme romain. En même temps, son influence principale s'étendait sur la paysannerie de langue gaélique. Rome songea, après la Réforme anglaise, que l'Irlande pourrait être utilisée pour reconquérir religieusement l'Angleterre : mais l'anglais devenait alors indispensable!" (ibid., p.111)



RIEN NE PEUT ACHETER UN HOMME
QUI N'EST PAS A VENDRE



"LA REBELLION EST LE VETEMENT
QUE L'IRLANDAIS EST VOUE PAR LE
DESTIN A PORTER..."

Sir Roger Casement

(11) "On sait, grâce aux travaux de Jean-Marie MAYEUR par exemple, que le légitimisme se prolongea dans l'ultra-montanisme. Celui-ci constitue une sorte de transfert de la souveraineté du monarque vers le pape. En Irlande, il se traduit par la constitution par Daniel O'CONNELL d'un parti de défense religieuse, le Repeal Party ou Catholic Party ou encore Irish Party. Il s'agit de faire droit aux revendications religieuses des catholiques irlandais" (Daniel L. SEILER, op.cit., p.63)

(12) Maurice GOLDRING, op.cit., p.11

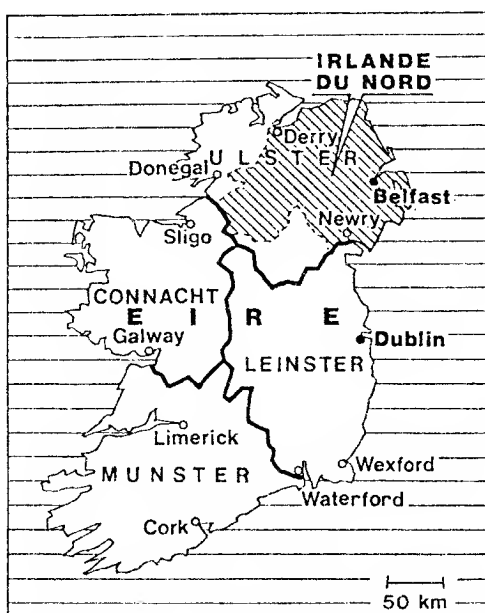
(13) James CONNOLLY, op.cit., pp.60 à 66

(14) Signalons qu'avant même les "Plantations" du XVII^{ème} siècle (c'est-à-dire l'implantation massive en Ulster de petits colons presbytériens écossais), des Ecossais peuplaient déjà les comtés d'Antrim et de Down. Mais ces Ecossais-là, demeurés fidèles à la religion catholique, finirent par se fondre dans la masse des catholiques irlandais.

Il faut savoir que l'Ulster a toujours été plus proche, à tous points de vue, de l'Ecosse que du reste de l'Irlande dont il était isolé par des forêts, des montagnes et des marécages : le Mull of Kintyre en Ecosse n'est qu'à 20 kilomètres du comté d'Antrim. Les échanges de population ont été nombreux entre l'Ulster et l'Ecosse : ainsi, ce sont des colons venus d'Ulster qui ont, en partie, peuplé l'Ecosse au V^{ème} siècle et en ont fait une Nation gaélique après avoir subjugué les autochtones. Cf. André GUILLAUME, op.cit., p.13

Ce particularisme fonde le nationalisme ulstérien dont se réclament aujourd'hui les groupes paramilitaires protestants et explique paradoxalement la résistance acharnée de l'Ulster à la domination anglaise jusqu'au XVII^{ème} siècle.

(15) Au XIX^{ème} siècle, note André GUILLAUME (*Ibid.*, pp.37/38), la population catholique "changea son acceptation passive de l'Union en une opposition grandissante et active. Celle-ci fut d'abord confondue avec l'émancipation religieuse, puis, plus tard, dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, elle fut associée avec la révolte agraire. Cependant, les protestants du Nord et du Sud suivaient le chemin inverse, en réaction contre les sentiments des catholiques : leur retournement fut même plus rapide. Ils étaient anti-unionistes à la fin du XVIII^{ème} siècle, afin de conserver un Parlement oligarchique qui traduisait le pouvoir censitaire de leur minorité, ou plutôt de la minorité de leur minorité, l'ensemble des membres de l'Eglise établie d'Irlande. Dans les deux décennies qui ont suivi la loi d'Union, tous les protestants, Ascendancy, presbytériens et non-conformistes, ont découvert le danger de la majorité catholique, dans le déferlement de la campagne populaire pour l'émancipation catholique, ces foules soulevées par la passion magnétique de Daniel O'CONNELL. Par un réflexe d'antagonisme sectaire qui allait devenir permanent entre les deux communautés, les protestants se firent les défenseurs de l'Union devenue leur meilleure protection contre le nationalisme catholique."



Ce ne sont pas les régions les plus actives (dans la résistance offensive) qui subissent la plus dure répression, mais celles qui le sont moins... les régions les plus combattives sont aussi les plus sûres. Le problème n'est pas de ralentir nos opérations mais d'étendre le combat aux zones inactives. Nous avons pour cela des Volontaires prêts à faire le sacrifice de leur vie. Mais ne doivent-ils penser en écartant les propres défaitistes protégés par des normes qui s'arrogent le titre de représentants du peu-

pie. Au lieu de critiquer continuellement l'action des combattants, ces hommes seraient mieux inspirés en accordant aux Volontaires le soutien moral dont ils ont absolument besoin pour affronter des périls encore jamais vu dans ce pays.

Michael Collins

(16) Cf. René FRECHET "Histoire de l'Irlande", PUF-Que-Sais-Je?, Paris 1996, p.103. Cet afflux du prolétariat catholique en Ulster ne devait pas cesser avec la naissance de l'Etat du Nord! Les Irlandais du Sud affluèrent particulièrement pendant la Seconde Guerre mondiale, attirés par les hauts salaires des industries du Nord qui avaient alors besoin de bras. Lorsque la guerre prit fin et que les besoins de main-d'œuvre se firent moindres, ils obtinrent de demeurer sur place pour pouvoir jouir du système britannique d'assistance sociale considérablement plus développé que le système en usage dans les 26 comtés.

(17) cité dans "L'Irlande : les faits", brochure publiée par le Bureau d'Informations de "Sinn Féin", novembre 1971, p.5. Signalons qu'il n'existe pas, à proprement parler, de "race celtique" ni de "race teutonique" ou "germanique". Mais sous ces vocables, on désignait, il y a quelques dizaines d'années, le type racial "alpin" (sur le continent) ou (en Irlande) un type racial aborigène et résiduel aux traits saillants et relativement brun, et le type racial nordique. Ces deux types raciaux, et les faciès culturels, celtique et germanique, auxquels ils sont (parfois à tort) associés, sont également représentés et mélangés à des degrés divers dans l'ensemble des îles britanniques.

(18) "Il est significatif qu'une large proportion de protestants d'Ulster porte des noms irlandais (gaéliques), tout en affirmant avec force qu'ils sont "ethniquement différents" des catholiques irlandais, et que de nombreux catholiques irlandais portent des noms anglais. Ainsi, en juillet 1972, lors du célèbre affrontement de Lenadoon Avenue à Belfast (qui mit fin à une trêve entre l'IRA et le gouvernement britannique), un officier de l'IRA s'appelait BELL tandis qu'un chef de l'UDA se nommait MURPHY. Le "Statistical Survey" de 1812 montrait que dans le comté d'Antrim, les descendants des colons écossais parlaient toujours le gaélique écossais plutôt que le dialecte irlandais d'Ulster. Dans le recensement de 1851, il fut établi que plus de gens parlaient irlandais en Ulster que dans le Leinster, beaucoup d'entre eux étant des colons d'origine." (Peter B. ELLIS "The Celtic Revolution" Y. Lofa, Talybont 1985, pp.104/105)

(19) Le "National Front", organisation politique britannique pro-loyaliste dans laquelle militent de nombreux Nord-Irlandais, affirme que les protestants d'Ulster sont les descendants de la population autochtone d'Ulster, les "Cruthin", qui, chassés de leur terre par les Irlandais, ont colonisé et peuplé l'Ecosse par

vagues successives et sont finalement retournés en Ulster, leur "Homeland", au XVII^{ème} siècle (cf. "National Front News" n°102, février 1988) - cette thèse est violemment critiquée par P.O. SNODAIGH dans le n° 62, été 1988, de "Carn", la revue de la "Ligue Celtique".

Le "National Front" donne ainsi un fondement ethno-scientifique au mythe orangiste d'une "Nation protestante" en Irlande, opprimée jadis et menacée de tous temps par les Irlandais (catholiques).

(20) Pas fausse, mais incomplète : les Provisoires (majoritaires chez les républicains du Nord) reprochaient surtout à la direction "officielle" sa passivité dans les événements de 1969.

(21) L'organisation créée en 1896 par James CONNOLLY portant le même nom.

(22) Roger FALIGOT, *op.cit.*, pp.148/149

(23) *Ibid.*, note p.76

(24) "L'Irlande : les faits", p.6

(25) L'orangisme, à ses débuts, fut une réaction (anglicane) au républicanisme qui prônait l'unité des catholiques et des presbytériens contre l'"Ascendancy" (c'est-à-dire la classe dominante anglo-irlandaise et anglicane) et l'émancipation des masses catholiques, mais il n'était pas opposé pour autant à l'indépendance de l'Irlande et à l'expérience du Parlement de GRATTAN, à l'inverse de l'opinion publique catholique d'abord majoritairement unioniste. "Comme le soutient justement HESLINGA, la loi d'Union fut impopulaire pour la majorité des protestants, Ascendancy comprise, qui perdait son pouvoir politique. Les catholiques furent d'abord indifférents, et même elle fut bien accueillie par la hiérarchie qui redoutait la Révolution française et qui voyait dans cette mesure le chemin de l'émancipation catholique." (André GUILLAUME, *op.cit.*, p.36)

(26) John REDMOND était le leader du Parti Parlementaire Irlandais

(27) Peter B. ELLIS, *op.cit.*, p.109

(28) Royal Ulster Constabulary (Gendarmerie Royale d'Ulster)

(29) Roger FALIGOT, *op.cit.*, pp.251/252

(30) UAC = "Conseil de l'Armée d'Ulster", ULCCC = "Comité Central de Coordination Loyaliste d'Ulster", LAW = "Association Loyaliste des Travailleurs", UWC = "Conseil des Travailleurs d'Ulster".

(31) UDR = "Ulster Defense Regiment", "Régiment de Défense de l'Ulster"

(32) De nombreux travailleurs loyalistes ont appartenu au "Parti Communiste d'Irlande du Nord" (certains appartiennent encore au "Parti Communiste d'Irlande", réuni en 1971) - le P.C. est très influent dans les syndicats du Nord mais sans influence politique réelle (par exemple, son poids électoral est nul). Maurice GOLDRING cite l'exemple d'un "chef de groupe de Shankill" qui "a rejoint l'UDA après avoir dirigé une association de locataires qui avait des liens marqués avec le Comité républicain de défense des mal-logés. Il affirme qu'il a été membre des Jeunesses Communistes et se présente comme un partisan du socialisme de CONNOLLY" ("Hibernia", 14 juillet 1972, cité par Maurice GOLDRING "L'Irlande : idéologie d'une Révolution Nationale", Editions Sociales, Paris, 1975, pp.53/54)

(33) De 1974 à 1977, le National Front, lorsqu'il remporta ses principaux succès électoraux, connut des tensions entre ses diverses tendances dont certaines allaient par la suite scissionner. On trouvait alors au NF :

- des transfuges de l'aile droite du Parti Conservateur (le "Monday Club"), les "populistes", qui refusaient le conservatisme mou d'Edward HEATH et avaient rejoint le NF parce qu'ils étaient opposés au pouvoir syndical et à l'immigration, parce qu'ils étaient farouchement unionistes et anti-IRA (ils réclamaient le rétablissement de la peine de mort pour les "terroristes"), parce qu'ils refusaient les sanctions contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud, etc...;

- une ultra-gauche;

- des "nazis";

- des "nationaux-révolutionnaires de troisième voie".

Les deux premières tendances quittèrent le NF dès avant 1977. Les "populistes" rallièrent Mme THATCHER - en cela, ils ne firent que précéder de quelques mois ou de quelques années la plupart des électeurs du NF finalement séduits par le discours de la "Dame de Fer". L'ultra-gauche quitta le NF à la même époque parce qu'elle ne supportait plus la personnalité dictatoriale et la ligne politique des dirigeants "nazis". Les "nazis" qui avaient pris l'initiative de la constitution du Front et l'avaient dirigé jusqu'aux années 80 furent finalement chassés, après les échecs électoraux successifs du Front, par la dernière tendance que dirigeait Derek HOLLAND. Ils créèrent alors le "British National Party".

LA RAISON SEULE NE SUFFIT PAS QUAND IL S'AGIT D'AGIR

WIDERSTAND



La dernière tendance, qui a mis la main sur l'appareil du Front, se définit comme "NR de troisième voie". Elle combat le communisme et le capitalisme mais rejette aussi, péle-mêle, le "national-conservatisme", le national-socialisme (aussi bien strassérien qu'hitlérien - bien qu'il existe beaucoup de points communs entre le "distributisme" auquel elle adhère et le "socialisme allemand" de STRASSER) et le national-bolchevisme. Ses chevaux de bataille sont : le racialisme (elle prône l'alliance de tous les racistes contre le métissage et le "One-World"), l'Ulster (mais, à la différence de l'ancienne direction qui se contentait de démarquer PAISLEY, elle est favorable au nationalisme ulstérien et à l'indépendance des 6 comtés), la démocratie directe et le distributisme. Ses références idéologiques sont autochtones : les catholiques G.K. CHESTERTON et Hilaire BELLOC, le socialiste William MORRIS, les nationalistes gallois, écossais et ulstériens, etc... Mais le NF qui envisage une "famille britannique de Nations" indépendantes est, semble-t-il, favorable à une certaine forme d'unité de l'Europe. Ce qui est le signe d'une véritable rupture avec le chauvinisme britannique.

(34) Cf. André GUILLAUME, *op.cit.*

(35) Roger FALIGOT, *op.cit.*, p.315

(36) *op.cit.*, note 13 p.170

(37) "On trouve beaucoup de gens en Irlande pour condamner le sectarisme religieux. Beaucoup trop. Et dans certaines condamnations de manifestations sectaires, on sent le mépris de l'intellectuel éclairé à l'égard du "peuple" abruti par la religion. Les drapeaux britanniques aux fenêtres, on en rencontre surtout dans les quartiers populaires protestants. Les quartiers les plus riches trouvent ces manifestations un peu déplacées. Les bagarres du samedi soir entre catholiques et protestants, c'est bon pour le petit peuple qui se saoule dans les pubs. Entre bonnes familles protestantes et catholiques, il arrive même qu'on s'invite à prendre le thé pour déplorer le sectarisme des pauvres. Ce mépris là reflète une peur historique des mouvements progressistes, catholiques et protestants. En tout cas, la joie du peuple sur les trottoirs, il faudra bien qu'un mouvement progressiste les prenne en compte, comme il devra prendre en compte les traditions révolutionnaires du protestantisme" (Maurice GOLDRING, "Le drame de l'Irlande", Bordas, collection Connaissance, série information, Paris 1972, pp.126/127). Cet antisectarisme des intellectuels et bourgeois nord-irlandais n'évoque-t'il pas l'anti-racisme de nos intellectuels et de nos bourgeois ? C'est la peur et le mépris du peuple qui expliquent l'un et l'autre.

(38) - SINN FEIN obtint 21 sièges aux élections municipales du 20 mai 1981 : 5 sièges (sur 184) et 13% des suffrages exprimés aux élections à l'assemblée régionale du 20 octobre 1982; 13% aux élections générales de 1983 (son concurrent, le SDLP, recueillit alors 18% des voix). BOBBY SANDS en 1981 et GERRY ADAMS en 1983 furent élus à Westminster. Mais Sinn Fein subit une défaite cuisante aux élections européennes du 14 juin 1984 (au Nord comme au Sud de l'Irlande). Aux élections générales de 1987, il n'obtint que 11,45% des voix au Nord, en juin (contre 21% au SDLP) et 1,9% au Sud, en février.

On remarque certes un certain tassement de Sinn Fein qui, sous la direction de Gerry ADAMS, avait capitalisé en 1981/83 la sympathie des catholiques en faveur des grévistes de la faim. Malgré tout, Sinn Fein représente, bon an, mal an, près d'1/3 des électeurs catholiques (le reste votant SDLP, obéissant ainsi au réflexe du "vote utile" - n'oublions pas que Sinn Fein, s'il accepte de siéger dans les conseils municipaux, refuse en revanche de siéger à l'assemblée régionale à Belfast et à Westminster en application de sa politique traditionnelle d'abstention. Mais comme l'écrivait il y a plusieurs années de cela Tim Pat COOGAN : "Les catholiques votent SDLP mais continueront de cacher un volontaire de l'IRA avec son bazooka", cité par Roger FALIGOT, *op.cit.*, p.252).

-Les loyalistes remportèrent 142 sièges contre 152 au "Parti unioniste officiel" aux élections municipales du 20 mai 1981. Ce bon résultat fut confirmé par l'élection du 20 octobre 1982. Aux élections européennes du 14 juin 1984, Ian PAISLEY fut triomphalement élu.

Depuis 1973, date à laquelle les loyalistes se sont définitivement séparés des modérés officiels, ils n'ont cessé d'obtenir de bons scores aux élections et se sont même souvent permis d'écraser leurs concurrents unionistes.

(39) Roger FALIGOT, *ibid.*, p.286

(40) "Des dirigeants ouvriers protestants, sous l'influence des idées de CONNOLLY, militèrent en faveur de l'indépendance irlandaise, tandis que des militants nationalistes catholiques renforçaient les syndicats. Nul ne savait jusqu'où pouvait aller une telle convergence. Jusqu'en 1892, certaines manifestations syndicales comprenaient dans les cortèges des orchestres catholiques et protestants, et cette présence commune était hautement symbolique du rapprochement. C'est alors que se déchaînèrent les manifestations des deux sectarismes. Des réunions publiques de protestants se terminèrent par des parades anti-catholiques. Joe DEVLIN et l'Ancien Ordre des Hiberniens menèrent une campagne anti-protestante" (Maurice GOLDRING, "Le drame de l'Irlande", p.83). Maurice GOLDRING note

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN NE PROPOSE PLUS RIEN AUX DERACINES URBAINS QU'UNE ILLUSION DE SOCIALISME, PLATE ET SUPERFICIELLE QUI DISSIMULE MAL UNE CUPIDE ENVIEUSE, SANS FORCE, INCAPABLE D'IMAGINER LA PUISSANCE ET L'ETERNITE. CE SOCIALISME NEGATIF, QUI CRITIQUE TOUT, ET CROIT TOUT COMPRENDRE, A PERDU TOUTE DIMENSION HISTORIQUE ET REVOLUTIONNAIRE ET SE RETROUVE FAIRE-VALOIR DU CAPITALISME ET DU BOURGEOIS.



Ci-dessus, Eamon de Valera prononçant un discours à Dublin pendant la campagne électorale de 1932 qui devait voir le triomphe des Républicains contre le parti de Cosgrave. De Valera devait s'opposer, aussitôt après avoir été appelé au pouvoir, à continuer de payer à sa "Gracieuse Majesté" 3 millions de livres d'annuité foncière.

"que le sectarisme catholique était toujours prêt à alimenter les craintes des ouvriers protestants lorsqu'elles étaient près de s'éteindre. Joe DEVLIN multipliait les déclarations fracassantes. Il disait que dans une Irlande indépendante et catholique, aucun protestant ne trouverait du travail. Il dénonçait les conditions de travail dans les usines "protestantes, par contre, un patron catholique était par définition sans reproche. Ses partisans perturbaient volontiers les réunions syndicales lorsqu'elles étaient organisées par des ouvriers protestants. Le "Devlinisme" a autant fait en faveur de la partition de l'Irlande que tous les efforts des organistes et de Londres réunis" (Ibid., pp. 90/91)

(41) Roger FALIGOT, op.cit., p.267

(42) Ibid., p.233

(43) Ibid., p.266

(44) Michel PERRAudeau, op.cit., p.76

(45) Roger FALIGOT, op.cit., p. 248

(46) Michel PERRAudeau, op.cit., p.96

(47) Ibid. (cf. également p.78)

(48) Roger FALIGOT, op.cit., p.303

(49) "Par certains aspects, les Provisionals rappellent les formes d'expression et d'action des protestants regroupés derrière Ian PAISLEY. Des déclarations récentes des dirigeants du Sinn Féin provisoire (été 1971) rendent hommage à Ian PAISLEY pour sa haine du capitalisme!" (Maurice GOLDRING, "Le drame de l'Irlande", p.68)

(50) La structure gouvernementale imaginée par les Provisoires s'établirait sur 4 niveaux :
 "a- Un gouvernement local, sorte de fédération des comités de quartier.
 b- Un gouvernement régional (administratif), basé sur les régions définies économiquement de façon précise.
 c- Un gouvernement provincial basé sur les 4 provinces historiques.
 d- Un gouvernement fédéral (central) basé sur l'unité et la souveraineté du peuple d'Irlande." (n° 41 de "Republican News", cité par M. PERRAudeau, op.cit., p.84)

(51) Dail Uladh = le parlement d'Ulster

(52) Roger FALIGOT, op.cit., p.161

(53) Ibid., p.162

(54) Ibid., pp.162/163

(55) Ibid., p.285

(56) Ibid., p.162

(57) Toute comparaison avec la situation de 21 serait abusive : Sinn Féin représentait alors l'immense majorité de la population de 28 comtés sur 32 (les 26 comtés du Sud + 2 comtés du Nord: Tyrone et Fermanagh) - Ce qui lui conférerait une indiscutable légitimité démocratique - et un parlement constitué par les 3/4 des élus du peuple irlandais incarnait une entité étatique en formation, reconnue par les habitants de l'île. Les Britanniques, reconnaissant le fait accompli, durent s'incliner.

(58) Roger FALIGOT "Nous avons tué Mountbatten. L'IRA parle", Jean Picollec, Paris 1981, pp.183 à 185

(59) On pourrait imaginer, outre une très large autonomie, l'institutionnalisation de liens privilégiés (économiques et culturels) entre l'Ulster et l'Ecosse.

(60) Il existe en Irlande, trois mythes politiques majeurs :
 - le mythe jacobite (associé au catholicisme de la Contre-Réforme) d'une Irlande qui naît en tant que Nation (catholique) au XVIIème siècle de la lutte des catholiques de toutes origines contre le Parlement anglais puis contre Guillaume d'Orange. Ce mythe, véhiculé au XIXème siècle par le Parti Catholique de Daniel O'CONNELL, s'est transmis à l'Ancien Ordre des Hiberniens qui contrôlait l'appareil du Parti Parlementaire Irlandais de John REDMOND, à Sinn Féin et à l'IRA lors de la guerre d'indépendance, puis aux républicains et aux "Free Staters" (partisans de l'"Etat Libre") qui se divisèrent non sur la question de la partition mais sur celle du ser-



ment d'allégeance à la Couronne, aux partis institutionnels de l'Etat Libre et aux partis catholiques du Nord - et enfin, aujourd'hui, aux combattants républicains du Nord, frottés de trotskysme et aux penchants sectaires avérés. Il est à noter que James CONNOLLY et ses disciples du "Republican Congress" ou de l'IRA officielle n'ont pas adhéré à ce mythe;

- le mythe républicain (véhiculé par les "Irlandais-Unis", puis par la "Jeune Irlande", l'IRB, "Fraternité Républicaine Irlandaise", et CONNOLLY) de l'alliance des protestants (presbytériens et anglicans "éclairés") et des catholiques contre les Britanniques et l'ascendancy (la "classe-garnison anglaise en Irlande") et de leur union, sur une base égalitaire, au sein d'une République irlandaise laïque;

- le mythe orangiste d'une Nation protestante d'Irlande, qui indentifie son sort au XVIIIème siècle à celui de l'Irlande (le protestantisme est alors nationaliste irlandais) puis au XIXème siècle, à la domination britannique (le protestantisme devient unioniste).

(61) André GUILLAUME? op.cit., p.22

(62) Cf. James CONNOLLY "Oeuvres politiques I. Le rôle de la classe ouvrière dans l'histoire de l'Irlande", éditions de l'Arcantère, Paris 1986, notamment le chapitre II : "Les Jacobites et le peuple irlandais".

Pour CONNOLLY, les Jacobites n'étaient qu'une "faction anglaise".

(63) Cf. S. DAYRAS et C. D'HAUSSY "Le catholicisme en Angleterre", Armand Colin (collection U2), Paris 1980

(64) "En effet, le nationalisme irlandais en tant que volonté d'autonomie exprimée dans les formes de la modernité contemporaine en rupture avec les nostalgies jacobites d'une époque révo-

lue, apparaît d'abord au XVIIIème siècle chez les tenants de la "nation protestante" anglo-irlandaise coloniale : les CHARLEMONT, les FLOOD, les GRATTAN. Lorsque Sir Jonah BARRINGTON publie, en 1883, la chronique de cette sédition aristocratique, il l'intitule à dessein : "The Rise and fall of the irish nation".

"Mais loin de se borner à imaginer et mettre en oeuvre cette brillante réplique du nationalisme colonial américain, les Anglo-Irlandais vont aussitôt après donner naissance au nationalisme révolutionnaire d'essence républicaine qui aboutira, via la Jeune Irlande et les Fenians, à l'insurrection de 1916 et à la guerre d'indépendance de 1919-1921. Les origines de ce nationalisme à vocation décolonisatrice remontent à la Société des Irlandais Unis fondée à Belfast par des presbytériens radicaux le 18 octobre 1791. Theobald WOLFE TONE, qui fut le père de ce nouveau credo avant que d'en être le martyr était à ce point anglo-irlandais qu'il ignorait tout de la langue et de la culture de la masse du peuple colonisé dont il méprisait ouvertement la religion et les prêtres" (Pierre JOANNON, op.cit., p.61)

(65) Maurice GOLDRING "Le drame de l'Irlande", p.20

(66) Michel PERRAUDEAU, op.cit.

(67) Christian CASTERAN, op.cit., p.22

(68) André GUILLAUME, op.cit., p.165

(69) Pierre JOANNON, op.cit. pp.184/185

(70) Roger FALIGOT, op.cit., p.240

Dalc'homp sonj!

Revue Historique Bretonne

NUMERO HORS SERIE



DALC'HOMP SONJ, Revue historique bretonne, a publié un Numéro spécial tout à fait remarquable sur : Pâques 1916, la révolution irlandaise. 60F franco.

DALC'HOMP SONJ a également fait paraître dans les numéros 22 et 23, une série d'articles de Eamon Ó Ciaraín sur "La Bretagne et l'Irlande pendant l'entre-deux guerres". Nous en recommandons très vivement la lecture compte-tenu de leur intérêt.

DALC'HOMP SONJ, 36, Rue Emile Zola, 56100 - AN BRIANT (Lorient).
Abonnement : 1 an : 4n° 70,00 FF.

Un catalogue de publications peut-être demandé à l'adresse ci-dessus



I.R.A.

Repères chronologiques

- 1916 PAQUES L'IRA naît de la fusion des "Irish Volunteers", noyautés par l'IRB ("Irish Republican Brotherhood", société secrète républicaine) et de l'"Irish Citizen Army" de James CONNOLLY. L'IRA est, pendant le soulèvement, placée sous le commandement de James CONNOLLY.
- 1919/ Guerre d'indépendance anglo-irlandaise ; l'IRA dirigée par Michael
1921 COLLINS affronte l'armée britannique, la Gendarmerie Royale Irlandaise (RIC) et les unités irrégulières d'"Auxiliaires " et de "Black and Tans" constituées d'officiers et de soldats britanniques démobilisés.
- 1922/ La guerre civile oppose les républicains intransigeants (l'IRA mainte-
1923 nue) aux partisans du Traité de Westminster, les troupes de l'Etat Libre sous le commandement de Michael COLLINS et de Richard MULCAHY.
- 1926 Eamon DE VALERA et ses partisans quittent Sinn Fein et fondent le parti "Fianna Fail" (les "Combattants du Destin"), républicain et anti-Traité, mais dont les élus acceptent de siéger à "Leinster House" le parlement de Dublin. La plupart des républicains intransigeants, membres de l'IRA vaincue, rejoignent le Fianna Fail.
- 1931 Fondation du mouvement politique "Saor Eire" ("Irlande Libre") avec l'appui de l'IRA.
- 1932 DE VALERA devient Premier Ministre de l'Etat Libre.
- 1933 L'IRA affronte les "Chemises Bleues" fascistes du général O'DUFFY lorsque celles-ci entament en août leur "marche sur Dublin". La "marche sur Dublin" est stoppée.
- 1934 Les éléments de gauche de l'IRA (Georges GILMORE, Peadar O'DONNELL et Frank RYAN) quittent celle-ci et créent, avec le Parti ...

...

Communiste et d'autres organisations de gauche, le "Republican Congress" ("Congrès Républicain"). Le "Republican Congress" ne débouche pas, ses militants s'engageront pendant la guerre d'Espagne dans la "Brigade James CONNOLLY" aux côtés des républicains espagnols.

- 1939 L'IRA déclare la guerre à la Grande-Bretagne et déclenche une "bombing campaign" en Angleterre.
- 1942 L'IRA attaque au Nord.
- 1946 Le mouvement républicain connaît une nouvelle scission avec Sean MAC BRIDE qui crée le "Clan na Poblachta" (le "Clan de la République"). Le CnP forme en 1948 un gouvernement de coalition anti-Fianna-Fail avec le "Fine Gael" (parti pro-Traité) et le Parti Travailleiste. Ce gouvernement proclame la République en 1949.
- 1956 (Décembre) Devancée par les groupes dissidents que sont "Saor Uladh" ("Ulster Libre") de Liam KELLY (qui prône le rattachement des 6 comtés à l'Etat Libre) et les colonnes volantes de Joe CHRISTLE et Gery LAWLESS, l'IRA déclenche la "campagne des frontières" contre le Nord, qui prend fin en 1962.
- 1964 Le jeune Volontaire protestant Roy JOHNSTON, membre du Parti Communiste, convainc Cathal GOULDING, chef d'Etat-Major de l'IRA, et Tomas MC GIOLLA, président de Sinn Fein, d'adopter le marxisme-léninisme. L'IRA décide d'abandonner la lutte armée (en 1968, elle vend ses armes à la "Free Wales Army" pour subventionner son journal "United Irishman"). Ce qui provoque :
 - en 1967 la scission de "Saor Eire", proche de la IVème Internationale, qui entend mener une guérilla urbaine sur le modèle des Tupamaros et multiplie les hold-ups ;
 - en 1969 (décembre) la scission de l'"IRA-provisoire" (majoritaire dans le Nord) lors de la Convention de l'IRA - chef d'Etat-Major : Sean MAC STIOFAIN - et en janvier 1970, la création de "Sinn Fein-provisoire" en marge du Congrès de Sinn Fein - président : Rory O'BRADY - ; les Provisoires reprochent aux Officiels leur incapacité à défendre les ghettos catholiques du Nord lors des pogromes d'août 1969 et refusent les motions présentées par la direction officielle qui propose l'abandon de la politique traditionnelle d'abstention électorale et la constitution d'un "Front de Libération Nationale" avec les communistes ;
 - en 1974 (décembre) la scission de l'"Irish Republican Socialist Party" ("Parti Socialiste Républicain Irlandais") avec Seamus COSTELLO et la création, en 1975, de sa branche militaire, l'"Irish National Liberation Army" ("Armée de Libération Nationale Irlandaise") ; de nombreux éléments de "People's Democracy", un groupe gauchiste qui a participé à la campagne des droits civiques et à la défense des ghettos catholiques en 1969, notamment à Derry, rejoignent l'IRSP ;

...

...
1976 L'IRA officielle disparaît (après avoir définitivement déposé les armes en 1972), Sinn Fein officiel est supplanté par les Provisoires dans le Nord, il devient "*Sinn Fein Workers Party*", parti ouvrier marxiste-léniniste relativement bien implanté dans le Sud (à la différence de Sinn Fein, le parti des ex-Provisoires).

1980/ Grève de la faim des détenus IRA et INLA afin d'obtenir le statut
1981 politique.



Le S.D.L.P.,

PARTI CATHOLIQUE NORD-IRLANDAIS ET NATIONALISTE MODERE

Le "Social Democratic and Labour Party" (le "Parti Travailleiste et Social-Démocrate") est créé en 1970 par des personnalités catholiques nord-irlandaises élues au Stormont, le parlement d'Irlande du Nord, en 1969. Il naît de la fusion de trois formations politiques peu structurées :

- le "National Democratic Party" (le "Parti National Démocrate") qui regroupe en 1969 les éléments les plus dynamiques du vieux "Nationalist Party", parti légaliste de notables catholiques ;
- le "Citizens' Action Committee" (le "Comité d'Action des Citoyens"), c'est-à-dire la majorité modérée de la NICRA, l'Association pour les droits civiques, animé par John HUME et le protestant libéral Yvan COOPER ;
- le "Republican Labour Party" (le "Parti Travailleiste Républicain"), scission nationaliste du Parti Travailleiste pan-irlandais, dont un des responsables, Gerry FITT, deviendra le premier président du SDLP.

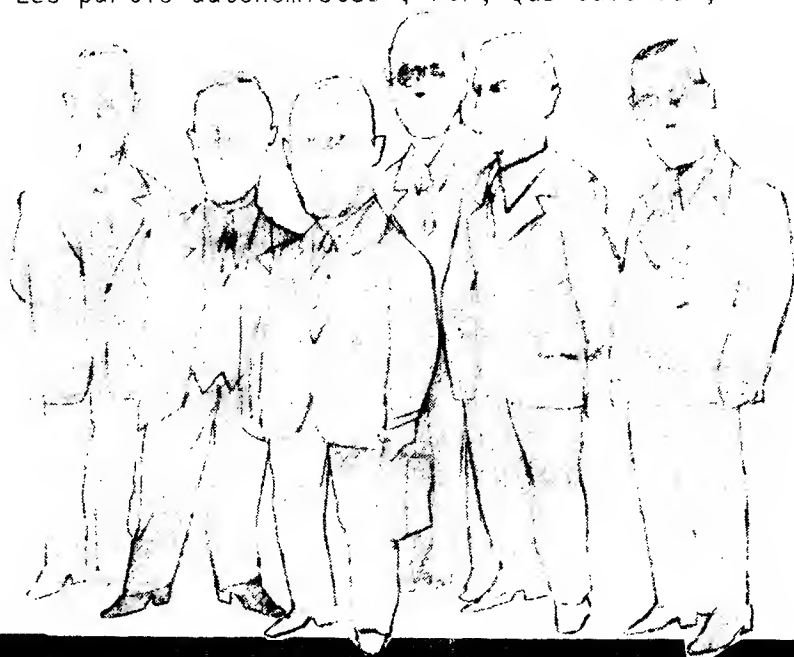


Le SDLP, qui représente grosso modo depuis 1973 près des 2/3 de l'électorat catholique (il n'a pas réussi à attirer les électeurs protestants), s'affirme partisan de l'unité irlandaise par étapes et de réformes sociales. La base militante et électorale du SDLP est certainement beaucoup plus dure que la direction du Parti, sans doute oscille-t-elle entre une nette sympathie pour l'IRA et la volonté de chercher quand même une solution légale et "réaliste" au conflit. Sinn Féin table sur cela pour amener la base du SDLP (au Nord) et de Fianna Fail (au Sud), les deux partis nationalistes irlandais modérés, à durcir la position de leurs partis sur la question nationale (cf. compte-rendu de la 5ème conférence intérieure nationale de Sinn Féin dans "An Phoblacht", Republican News, 12 mai 1988).

(Cf. également L. SEILER, "Les partis autonomistes", PUF, Que-Sais-Je?, Paris 1982, pp.76 à 81)

"Tous les peuples
qui doivent
défendre leur liberté
contre l'impérialisme
occidental...
sont contraints
de rompre
avec le christianisme
pour survivre."

Ernst NIEKISCH



UNIONISME ET LOYALISME

REPERES CHRONOLOGIQUES

- 1795 Le conflit (agrarier) entre les "Peep o'Day Boys" et la milice d'auto-défense catholique, les "defenders", débouche sur la défaite de ces derniers et la création de l'"Ordre d'Orange" (du nom du broi Guillaume d'Orange) qui, réservé aux seuls Anglicans, s'ouvre à partir de 1834 aux Dissidents et aux Presbytériens.
- 1801 Acte d'Union entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.
- 1886 Le Premier Ministre libéral GLADSTONE, appuyé par PARNELL, propose un Bill de Home Rule. Réaction des protestants irlandais : pogromes anti-catholiques à Belfast à l'instigation du révérend Hugh HANNA (ces pogromes se répéteront en 1912, 1920/22, 1935 et 1969) et création du Parti Unioniste irlandais, allié aux Conservateurs.
- 1893 Création par un jeune ingénieur de Belfast, Fred CRAWFORD, de la Société "Young Ulster" ("Jeune Ulster") pour s'opposer à la deuxième proposition de Home Rule.
- 1913 (Janvier) Création de l'"Ulster Volunteer Force" par Fred CRAWFORD et Sir Edward CARSON. Placée sous le commandement du général RICHARDSON, l'UVF se déclare prête à s'opposer au Home Rule (voté l'année précédente par la Chambre des Communes), au besoin par la force.
- (Novembre) En riposte à la création de l'UVF, création par les nationalistes des "Irish Volunteers".
- 1914 (Mars) Révolte des officiers de la 3ème brigade de cavalerie du Curragh (près de Dublin) qui refusent de marcher sur l'Ulster.
- (Avril) Importation par l'UVF de 25.000 fusils allemands.
- 1916 La 36ème division d'Ulster constituée presque exclusivement de membres de l'UVF subit de très lourdes pertes sur la Somme.
- 1920 (Décembre) L'acte de gouvernement de l'Irlande établit deux parlements, l'un à Dublin pour 26 comtés du Sud, l'autre à Belfast pour 6 comtés du Nord-est.
- 1921 (Juin) L'Etat orangiste d'Ulster se met en place sur un territoire délimité de façon à être le plus grand possible avec toutefois une majorité protestante écrasante (les 2/3).
- (Décembre) La partition est consacrée par le Traité de Westminster qui divise l'Irlande en un Etat des 26 comtés, qui forme un Dominion, et un Etat des 6 comtés, qui demeure au sein du Royaume-Uni ; la partition ne satisfait personne, pas même le chef de file des unionistes, Sir Edward CARSON.
- 1931 Création de l'"Ulster Protestant League" qui prône la discrimination en matière d'emploi ("Job reservation").
- 1965 Les rencontres entre Sean LEMASS, Premier Ministre d'Irlande du Sud, et Terence O'NEILL, Premier Ministre d'Irlande du Nord, le

■ ■ ■

rapprochement entre les deux Irlandes, provoquent la colère des loyalistes (le révérend Ian PAISLEY, dirigeant de l'"Eglise Libre Presbytérienne" d'Ulster, en recueille les fruits : sa popularité est considérablement accrue).

- 1966 Renaissance de l'"Ulster Volunteer Force", qui "déclare la guerre à l'IRA" et procède à des assassinats de catholiques.
- (Novembre) Création de la "Northern Ireland Civil Rights Association" (NICRA), qui regroupe marxistes, républicains, catholiques modérés et protestants libéraux et réclame :
- * l'instauration du suffrage universel dans les élections locales ("un homme, un vote"),
 - * l'abolition du "Gerrymandering",
 - * la fin de la discrimination,
 - * l'abolition du "Special Powers Act",
 - * la dissolution des B-Specials.
- 1968 Naissance de "People's Democracy", créé par des étudiants catholiques d'extrême-gauche, parmi lesquels Bernadette DEVLIN.
- 1968/69 Marches de la NICRA (le 24 août 1968, de Coalisland à Dungannon; le 5 octobre 1968, à Derry) et de People's Democracy (marche Belfast-Derry, entamée le 1er janvier 1969), jalonnées de nombreux incidents.
- 1969 (Avril) Démission d'O'NEILL, remplacé par CHICHESTER-CLARKE
- (Août) Pogromes anti-catholiques à la suite desquels les ghettos catholiques de Derry et de Belfast, ayant repoussé l'assaut des policiers RUC et B-Specials et des émeutiers loyalistes, se constituent en zones libérées administrées par des Comités de Défense, plus tard par l'IRA. Les troupes britanniques viennent s'interposer.
- A la même époque, John Mc KEAGUE crée la "Shankill Defense Association" (Association de Défense du quartier protestant de Shankill) d'où naîtra en 1971, l'UDA, "Ulster Defense Association".
- 1970 (Juin) Les Provos interviennent pour la première fois, protégeant un quartier catholique contre les loyalistes.
- 1971 (Mars) CHICHESTER-CLARKE démissionne, remplacé par Brian FAULKNER.
- 1972 (Mars) Le 18, les loyalistes manifestent contre une éventuelle abolition du Stormont (parlement d'Irlande du Nord), 75.000 manifestants à Ormeau Park à l'appel du mouvement "Vanguard" créé par William CRAIG avec l'appui de l'Ordre d'Orange. - Le 24, le Stormont est suspendu par Edward HEATH.
- (Juin) Imitant les catholiques, les loyalistes se barricadent dans leurs ghettos.
- (Juillet) L'armée britannique occupe de vive force les zones républicaines et loyalistes (opération "Motorman").
- (Septembre) Affrontements entre parachutistes britanniques et activistes de l'UDA (2 morts chez les loyalistes).
- (Octobre) L'"Ulster Citizen Army", qui se réclame du loyalisme et du marxisme "déclare la guerre" aux Britanniques.

■ ■ ■

■■■

- 1973 (Février) Deux loyalistes sont internés à Long Kesh. L'UDA et la "Loyalist Association of Workers" (l'"Association Loyaliste des Travailleurs") déclenchent une grève générale de protestation.
- (Juin) Elections à l'Assemblée (consultative) d'Irlande du Nord. Les loyalistes rejettent le "Livre Blanc" proposé par le proconsul britannique, le secrétaire d'Etat en Irlande du Nord William WHITELOW, qui prévoit un partage du pouvoir entre catholiques et protestants en Irlande du Nord. Le mouvement "Vanguard" de CRAIG, soutenu par l'UDA, l'UVF et la LAW, forme un front électoral avec le "Democratic Unionist Party" de PAISLEY. Les loyalistes l'emportent sur les unionistes dirigés par Brian FAULKNER.
- 1974 (Avril) Création de l'"Ulster Workers Council" ("Conseil des Travailleurs d'Ulster") par des Shop-Stewards (délégués de la base ouvrière) loyalistes. L'UWC bénéficie du soutien de l'"Ulster Army Council" qui regroupe les principales organisations paramilitaires loyalistes (l'UDA, l'UVF, les "Red Hand Commandoes", les "Orange Volunteers", la "Down Orange Welfare", les ex B-Specials). Glen BARR, de l'UDA, préside l'UWC.
- (Mai) Grève générale déclenchée par l'UWC lorsque l'Assemblée du Nord, dominée par les modérés, ratifie le Traité anglo-irlandais de Sunningdale. A la suite de cette grève, l'Assemblée du Nord est suspendue, l'Exécutif du Nord et le Conseil d'Irlande créés par le Traité disparaissent. C'est une victoire pour les loyalistes - et pour l'IRA qui a assisté sans intervenir à cette confrontation entre les loyalistes et le pouvoir britannique.
- (Octobre) Elections à Westminster. Les unionistes de FAULKNER sont balayés par les loyalistes de l'"Ulster United Unionist Council" qui obtiennent 58% des voix.
- 1976 (Novembre) L'Ulster Loyalist Central Coordinating Committee" créé en 1975 (il remplace l'"Ulster Army Council") propose un plan d'indépendance de l'Ulster.
- 1977 (Mai) Grève générale loyaliste pour le rétablissement du parlement d'Irlande du Nord. C'est un échec.



- 1985 (Novembre) L'accord anglo-irlandais de Hillsborough provoque la colère des loyalistes.
- 1986 (Mars) L'UDA et l'UVF débordent les politiciens loyalistes PAISLEY et MOLYNEUX : la grève de 12 heures projetée par ceux-ci dure plus longtemps que prévu et débouche sur des violences entre groupes paramilitaires et RUC (la "Gendarmerie Royale d'Ulster") - ce qui ne s'était jamais vu auparavant. L'idée de l'indépendance de l'Ulster revoit le jour et désormais les groupes paramilitaires loyalistes harcèlent les policiers RUC (majoritairement protestants) et leurs familles.

Pour secouer la dictature du prêt-à-penser, une bonne lecture: VOULOIR!



Aux sommaires des trois derniers numéros:

n°65/66/67: Maxwell ou une stratégie de mondialisation del a presse (C. von Schrenck-Notzing); Entretien avec le Général e.r. Dr. Franz Uhle-Wettler; Un bilan du régime Pinochet (E. Robertson); Entretien avec le député indépendantiste estonien Enn Poldroos; Quand Soljénitsyne rentrera-t-il en Russie? (W. Strauss); Zadruga: un groupe nationaliste et païen en Pologne (J. Tomasiewicz & A. Wacyk); Alain Caillé et le MAUSS: critique de la raison utilitaire (Ch. Champetier); L'Europe comme «troisième force» (L. Nannens); De Gaulle et ses ministres (H. Rondeau); De Gaulle et l'Allemagne (Th. Calvet); Le défi du futurisme (Ch. Champetier); Projets futuristes et interventions politiques (R. Steuckers); Vivenza et la révolution bruitiste (J.M. Lombart); Le «Travailleur» de Jünger (E. Arckens); La lanterne magique de la contre-révolution (J.J. Langendorf); Le retour de Juan Donoso Cortés (G. Maschke); Un atout manqué: l'Ukraine (B. Van Boghout); etc.

n°68/69/70: Le nouvel ordre mondial selon The Economist (Pascal Lassalle); Golfe Persique: la guerre du pétrole (entretien avec Mr. Aloubaidi, attaché de presse de l'ambassade d'Irak à Bonn); Le requiem pour les révolutions de Paul-Marie de la Gorce (L. Sorel); Vingt thèses sur la situation monétaire et financière du monde (P. Fritz); Taux de change, taux d'intérêt et or (P. Marco); L'Italie et la nouvelle Mitteleuropa (H. Ritter); Dénoncer l'impérialisme (R. Steuckers); Entretien avec Jacques Marlaud, Président du GRECE; L'imposture des droits de l'homme (P. Le Vigan); Entretien avec Jean Haudry; La trifonctionnalité de la caste sacerdotale chez les Germains (K. Logghe); Nationalités et minorités en URSS (H. Rondeau); etc.

n°71/72: La vraie guerre (J. Marlaud); Les Pays Balte à l'ombre de la guerre du Golfe (C.G. Ströhm); Entretien avec Levko Loukianenko, Président du Mouvement National Ukrainien; Entretien avec Thomas Gabis, chef de file de la droite conservatrice polonaise; Du monde global à l'archipel-monde: où est l'intérêt de l'Europe dans cette mutation? (R. Steuckers); Depuis la reconnaissance du peuple corse, la France est-elle toujours «une et indivisible»? (F. Goethals); Approfondir la thématique régionaliste en Europe (P. Zak); Régions et Etats-Nations dans le processus de «continentalisation» de l'Europe (P. Zak); Questions au Dr. R. Oberlercher sur la réorganisation de l'Europe; Entretien avec A. Douguine, éditeur traditionaliste à Moscou; Entrevue avec Marco Tarchi, chef de file de la «Nuova Destra» italienne; MEGIN: la notion de puissance en vieux-norrois (B. Mengal)

**Notre adresse: ORIENTATIONS/VOULOIR, BPB 41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM (BELGIQUE)
Numéro spécimen gratuit sur simple demande!**

V.U.: R. Steuckers, V. Rousseaulaan, 28, Vorst.